



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 19 février 2019**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**OBJET : 2019 – 02      RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE – DEBAT**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 12 février 2019, s'est réuni le mardi 19 février 2019 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Philippe WESTRELIN, Patricia ROBIN, Catherine BUTTY, Christophe MOREL, Gilles RONDONI, Dominique BOURRET, Cyril DAUPHOUD, Valérie DAVID, Nicole NUTINI, Jean-Marie BELVEDERE, Anne-Marie DUVAL, Pascal PELLEGRINO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, , Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Aline BOURDAIRE, Serge PERCHERON, Mélanie ZARRILLO, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-François LAPORTE, Jocelyne BUSTAMENTE, Mahamadou SIRIBIE, Franck BARBEY, Stéphanie MANDREA, Imen CHERIF, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Frédérique CATTART, Damien VOARINO, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Myriam LAZREUG, Stéphane CASSARINI, Mireille BANCEL, Corinne SANJUAN, Jean-Paul CAMERANO, Brigitte VIDAL.

PART EN COURS DE SEANCE :

- Monsieur Cyril DAUPHOUD (prend part aux délibérations N°1 à N°6)
- Madame Stéphanie MANDREA (prend part à la délibération N°1)

ABSENTS EXCUSES :

- Madame Valérie COPIN
- Monsieur Guillaume MELOT
- Madame Mékia Noura ADDAD
- Monsieur Ludovic BROSSY
- Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

- Madame Aline BOURDAIRE (prend part aux délibérations N°2 à N°22)

PROCURATION :

- Madame Valérie COPIN à Madame Dominique BOURRET
- Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Nicole NUTINI
- Madame Aline BOURDAIRE à Mélanie ZARRILLO
- Madame Stéphanie MANDREA à Monsieur Gilles RONDONI
- Monsieur Guillaume MELOT à Madame Imen CHERIF
- Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
- Monsieur Ludovic BROSSY à Monsieur Damien VOARINO
- Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI à Madame Mireille BANCEL

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du  
décembre 2018.

11

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2014-49 du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2019 - 09            SERVITUDE DE PASSAGE –COPROPRIETE LA BASTIDE  
                         9 TER BOULEVRAD VICTOR HUGO

Questions diverses :

/

DU 19 FEVRIER 2019

**RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE – DEBAT**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport d'orientation budgétaire pour l'année 2019 a pour objet de présenter les éléments nécessaires au Débat d'Orientation Budgétaire.

Monsieur le Maire expose :

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3 500 habitants, des départements, des régions et des métropoles présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues ;
- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses ;
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

Il fournit les éléments en vue du Débat d'Orientation Budgétaire :

- qui permet à l'Assemblée délibérante et à travers elle aux administrés, d'être informés sur l'évolution de la situation financière de la Collectivité ;
- qui permet de débattre des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront retenues dans le cadre du Budget Primitif ;
- qui offre enfin la possibilité à l'ensemble des élus de s'exprimer sur la stratégie financière de la Collectivité et éventuellement d'émettre des propositions en vue du prochain budget.

**INTRODUCTION – UNE LOI DE FINANCES 2019 SOUS LE SIGNE DE LA CONTINUITE DANS UN CONTEXTE ECONOMIQUE ET SOCIAL PLUS DIFFICILE QUE PREVU**

**Un regain de croissance décevant et des mouvements sociaux qui compliquent l'équation budgétaire du gouvernement.**

Après une accélération de la croissance qui a atteint 2,2 % en France pour 2017, l'économie française semble marquer le pas.

Si le programme de stabilité avait été l'occasion pour le gouvernement de revoir à la hausse son scénario de croissance dans un contexte macroéconomique qui apparaissait alors particulièrement porteur, la solidité de la reprise apparaît aujourd'hui incertaine.

Si un ralentissement est observé à l'échelle européenne, il apparaît significativement plus marqué en France que dans le reste de la zone Euro, suggérant ainsi qu'il procède à la fois d'une dégradation du contexte international et de facteurs internes spécifiques à la France.

Dès lors, la contre-performance de l'économie française s'est logiquement accompagnée d'une révision à la baisse des scénarios de croissance établis pour la France par les principaux instituts de conjoncture.

Aussi, après avoir refusé de tenir compte de la dégradation du contexte macroéconomique à l'occasion du débat des finances publiques, le Gouvernement a été finalement contraint de revoir à la baisse son scénario de croissance dans le cadre du Projet de Loi de Finances qui est bâti sur un scénario de redémarrage lent de l'activité.

L'hypothèse de croissance retenue est ainsi de 1,7 % soit identique à celle de 2018, la prévision d'inflation de 1,3 % soit inférieure à celle de 2018 (1,6 %).

Par ailleurs, alors qu'un des objectifs prioritaires du Gouvernement était de réduire le déficit public par une diminution massive de la dépense publique et de la dette publique, force est de constater que les mouvements sociaux et les mesures annoncées par le Gouvernement dans un contexte particulièrement tendu ne vont pas dans ce sens.

La hausse de la rémunération des salariés payés au SMIC, la suppression de la hausse de la CSG d'une partie des retraités et la défiscalisation des heures supplémentaires notamment devraient coûter plus de 10 milliards d'Euros aux finances publiques, facture qui va faire basculer le déficit au-delà des 3 % du PIB.

Le Premier Ministre l'a reconnu lui-même : « nous sommes en train de préparer un choc fiscal sur le travail qui aura certainement des conséquences en termes de déficit de l'année 2019, mais nous devons veiller à ce que la dépense publique soit maîtrisée ».

C'est dans ce contexte que la Commission Européenne a annoncé qu'elle examinerait de nouveau le budget de la France au cours du deuxième trimestre 2019, quand elle publiera ses nouvelles prévisions économiques.

### **Projet de Loi de Finances 2019 sous le signe de la continuité**

Le projet de Loi de Finances pour 2019 ne comprend pas de nouveauté majeure en matière de finances et de fiscalité locales ; la grande réforme des finances locales se jouera en 2019 dans un projet de loi spécifique.

Plusieurs dispositions et ajustements sont toutefois à retenir en vue de la loi dédiée à la réforme fiscale.

Après une année 2018 qui a vu la mise en place des contrats financiers Etat-Collectivités et la première étape de la suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des contribuables, le Projet Loi de Finances 2019 se situe sous le signe de la continuité.

Ainsi, les concours financiers de l'Etat aux collectivités seront stables selon le gouvernement ; ils seront répartis en fonction des dynamiques de population et de richesses, en tenant compte du renforcement de la péréquation mis en place sur l'année 2018, qui s'est traduit par une majoration des Dotations de Solidarité Urbaine et Rurale.

En ce qui concerne les dotations de soutien à l'investissement des communes, elles seront maintenues à un niveau « historiquement élevé selon l'Etat » de façon à relancer l'investissement local.

Par ailleurs, le Projet Loi de Finances propose notamment de transformer la Dotation Globale d'Equipement des départements par une Dotation de Soutien à l'Investissement déconcentrée aux Préfets de Région.

En parallèle, le texte de loi propose une réforme de la Dotation d'Intercommunalité, afin de la simplifier, de rendre ses évolutions plus prévisibles et de mieux tenir compte des charges, en introduisant un critère de revenu par habitant pour sa répartition.

Nous l'avons évoqué plus haut, les dispositions majeures concernant les collectivités sont renvoyées au projet de loi dédié annoncé pour le premier semestre 2019, qui devrait acter la refonte de la fiscalité locale.

Il est important de faire ressortir les divergences d'analyse sur ce budget 2019 entre le Gouvernement et la Cour des Comptes, qui regrette de son côté l'arrêt de la baisse des dotations en considérant l'amélioration de la situation globale des collectivités comme insuffisante ; elle se montre d'ailleurs toujours aussi sévère avec elles dans son nouveau rapport sur les finances publiques locales.

Elle juge également les effets du système de contractualisation financière Etat-Collectivités incertains, puisque le desserrement de la contrainte financière exercé sur les ressources des Collectivités a eu pour conséquence immédiate une atténuation de leurs efforts de gestion, par une reprise de leurs dépenses de fonctionnement.

En conclusion, la Cour suggère à l'Etat de revenir de manière complémentaire à une réduction de ses concours financiers.

Par ailleurs, il est également important de pointer l'impact sur les territoires des mesures sur le personnel par le redémarrage de la mise en œuvre du Parcours Professionnel Carrières et Rémunérations, le coût renchéri des contrats aidés et leur limitation en nombre.

Le Comité des Finances Locales dénonce lui un budget 2019 en « trompe-l'œil » en ce qui concerne les territoires, son Président soulignant regretter sa constance dans les restrictions. En effet, même si les dotations sont présentées comme stables, les Collectivités continuent à cotiser au redressement des comptes de la France par le niveau actuel de leurs Dotations Globales de Fonctionnement perçu et leurs baisses successives instaurées lors du quinquennat précédent.

De plus, la répartition des dotations 2019 devrait conduire au même phénomène que l'an passé, à savoir des Communes qui verront leurs dotations baissées par le système de prélèvement effectué pour financer les enveloppes de péréquation majorées, sans contribution de l'Etat.

En résumé les griefs que reprend l'Association des Petites Villes de France, qui dans un communiqué souligne que « dans la continuité des années précédentes, le PLF 2019 impose toujours aux Collectivités Territoriales des efforts importants, alors qu'elles sont les principales contributrices du redressement des finances publiques ».

## SOMMAIRE :

• A - Bilan 2014-2017.....	p. 5
➤ Les produits de fonctionnement.....	p. 5
➤ Les dépenses de fonctionnement.....	p. 6
➤ L'épargne brute.....	p. 9
➤ Le financement propre réel de l'investissement.....	p. 10
• B - Compte Administratif prévisionnel 2018.....	p. 11
➤ Les produits de fonctionnement.....	p. 11
➤ Les dépenses de fonctionnement.....	p. 15
➤ Les ratios de gestion.....	p. 17
➤ L'investissement.....	p. 19
• C – Structure et gestion de la dette.....	p. 21
➤ Situation de la dette financière au 31 décembre 2018.....	p. 21
➤ Structure de la dette au 31 décembre 2018.....	p. 23
➤ Dette « hors charte » et à « taux complexes » au 31 décembre 2018.....	p. 26
• D – Cadre pluriannuel de fonctionnement 2019-2020.....	p. 28
➤ Les hypothèses retenues en recettes de fonctionnement.....	p. 28
➤ Les hypothèses retenues en dépenses de fonctionnement.....	p. 36
➤ Les ratios intermédiaires de gestion.....	p. 40
• E - Evolution prévisionnelle et exécution des dépenses de personnel.....	p. 42
• F - Cadre pluriannuel d'investissement 2019-2020.....	p. 46
➤ Plan pluriannuel d'investissement 2019-2020.....	p. 47
➤ Détail du financement de l'investissement.....	p. 49
• G - Actions et projets menés dans le cadre de nos orientations budgétaires.....	p. 50
• H - Budgets annexes.....	p. 59
➤ Budget eau potable.....	p. 59
➤ Budget assainissement collectif.....	p. 63
➤ Budget assainissement non collectif.....	p. 67
➤ Budget service extérieur des pompes funèbres.....	p. 69
➤ Budget régie d'exploitation du cinéma.....	p. 70

## A) BILAN 2014-2017

### Les produits de fonctionnement :

Montants en K€	2014	2017	Ecart	
			Montant	%
<b>Ressources</b>				
Ressources fiscales propres brutes	49 566	51 110	+1 544	+3,12%
Fiscalité reversée (Agglo et Etat)	-16 046	-16 719	- 673	-4.03%
Ressources fiscales propres nettes des atténuations de produits	33 520	34 391	+ 871	+2.60%
Ressources d'exploitation	2.622	3.380	+ 758	+28.91%
<b>Produits flexibles</b>	36 142	37 771	+ 1 629	+4.51%
Ressources institutionnelles	14 022	9 717	-4 305	-30.70%
Fiscalité reversée (Agglo et Etat)	+15 952	+15 946	- 6	ns
<b>Produits rigides</b>	29 974	25 663	-4 311	-14.38%
Production immobilisée	339	350	+ 11	+3.24%
<b>Total des produits de gestion nets</b>	66 455	63 784	-2 671	-4.02%
Produits financiers	585	377	- 208	-35.56%
Aide du Fonds de Soutien		622	+ 622	ns
Produits financiers et exceptionnels (hors cessions et provisions)	188	276	+ 88	+46.81%
<b>Produits de Fonctionnement net</b>	67 228	65 059	-2 169	-3.23%

Les ressources de la Ville ont été fortement impactées par les différentes mesures gouvernementales.

Les conséquences de ces décisions se mesurent principalement sur le poste **de ressources institutionnelles** dont le volume sur la période étudiée a été réduit de 4,3 M€, dont environ 3,8 M€ pour la seule Dotation Globale de Fonctionnement.

Il est important de noter que l'année 2017 est marquée par la fin de la contribution au redressement des finances publiques par un prélèvement sur la dotation forfaitaire.

Néanmoins, la fin d'éligibilité de la Ville à la Dotation de Solidarité Urbaine a conduit à une réduction progressive de cette dernière sur les années 2017 à 2019, pour disparaître totalement en 2020.

**Ainsi sur la période observée, la Dotation Globale de Fonctionnement a chuté de 179 euros par habitant en 2014 à environ 112 euros en 2017, soit une réduction équivalente à 67 euros/habitant.**

Afin de compenser la baisse inéluctable de ses ressources, la collectivité a poursuivi aux côtés des services de l'Etat l'optimisation de ses bases d'imposition, sans que les taux de fiscalité des ménages soient modifiés.

Ainsi le 16 novembre 2017 à son initiative, la Ville de Grasse a mis en place un protocole de fiscalité avec les services de la Direction Départementale des Finances Publiques afin de définir des objectifs communs.

L'implication des services de l'Etat sur ce dossier a permis d'obtenir des résultats probants, les rôles supplémentaires ont représenté un produit majoré de 250 % par rapport à l'année 2016 et 270 % par rapport à 2014.

Ainsi, il est à noter que le produit annuel fiscal supplémentaire lié aux taxes d'habitation et foncières représente un volume d'environ 1,6 M€ si l'on compare 2017 à 2014, **les taux de fiscalité communaux ayant été maintenus constants**.

En termes de fiscalité indirecte dans un contexte économique plutôt favorable, les droits de mutation, qui représentent une part relative des transactions immobilières réalisées sur la Commune, ont connu une évolution assez dynamique avec une progression de leur volume annuel de plus de 600 K€ à comparer avec 2014.

Le poste de produits des ressources d'exploitation a fortement évolué, environ 750K€ en fin de période, les loyers de conciergeries ainsi que les redevances ayant été révisés. Néanmoins, il convient de pondérer cette revalorisation par le transfert de la compétence Office de Tourisme à la Communauté d'Agglomération et la mise en place d'une convention de gestion provisoire, qui a donné lieu à un remboursement exceptionnel de charges à hauteur de 400 K€.

**Malgré notre travail important sur l'optimisation de nos ressources flexibles et les résultats probants obtenus, le volume global de nos recettes de gestion a enregistré une forte diminution de près de 2,7 millions d'euros, ce qui a rendu encore plus indispensables nos travaux de rationalisation sur nos dépenses de gestion.**

### **Les dépenses de fonctionnement :**

Montants en K€	2014	2017	Ecart	
			Montant	%
<b>Dépenses</b>				
Charges à caractère général brutes	12 703	10 510	- 2 193	-17.26%
Remboursement sur charges à caractère général	- 61	- 10	- 51	- 83,60%
Charges à caractère général nettes	12 642	10 500	- 2 142	-16.94%
Charges de personnel brutes	34 157	34 165	+ 8	ns
Remboursement sur charges de personnel	- 416	- 298	- 118	- 28,37%
Charges de personnel nettes	33 741	33 867	+ 126	+ 0,37%
Subventions de fonctionnement	7 486	6 965	- 521	- 6.96%
Autres charges de gestion	3 693	4 113	+ 420	+ 11,37%
<b>Charges de gestion nettes</b>	<b>57 562</b>	<b>55 445</b>	<b>- 2 117</b>	<b>-3.68%</b>
Charges d'intérêts et pertes de change brutes	4 739	3 805	- 934	-19,71%
Produits financiers hors dette récupérable	- 429	- 255	- 174	-40.56%
Charges d'intérêts et pertes de change nettes	4 310	3 550	- 760	-17.63%
<b>Charges courantes de fonctionnement nettes</b>	<b>61 872</b>	<b>58 995</b>	<b>- 2 877</b>	<b>-4.65%</b>

**Les éléments du tableau précédent montrent une diminution très conséquente de la majorité des postes de dépenses ; sur le volume global, la réduction des charges a été plus importante que celle des produits.**



### **Les charges à caractère général :**

Les charges à caractère général correspondant au fonctionnement des services ont été réduites de près de 2,2 M€ sur la période examinée.

Le travail de fond effectué pour une rationalisation et une optimisation de la commande publique a eu des effets bénéfiques.

Les résultats obtenus en termes d'économies traduisent également un changement profond de nos méthodes de travail et de notre organisation.

Les postes les plus impactés sont ceux liés aux travaux donnés aux entreprises ainsi que ceux dédiés aux fluides.

Notre stratégie de privilégier le travail en régie a été encore une fois appliquée sur 2017.

### **Les charges de personnel :**

Même si l'année 2017 a été marquée par une augmentation du volume de 1,75 % par rapport à 2016, la masse salariale est équivalente à celle du compte administratif 2014.

Son augmentation se résume à des facteurs exogènes, notamment la hausse de la valeur du point imposée par le Gouvernement, qui a été en février 2017 de 0,6 %, soit 4.686 € par point pour un coût annuel de 110 K€.

A cette revalorisation, il faut ajouter les effets de la loi PPCR (Parcours Professionnel, Carrières et Rémunérations) c'est-à-dire les reclassements statutaires et indiciaires dont le coût est de 290 K€.

S'y ajoutent par ailleurs des versements d'assurance chômage majorés de 60 K€ annuel, conséquents à la réforme des ASSEDIC et à la création des droits rechargeables au chômage.

Enfin, la différence entre 2016 et 2017 de 120 K€ est due aux 4 tours d'élections (2 tours d'élection présidentielle et 2 tours d'élection législative).

L'effort demandé aux services a eu des répercussions sur le niveau des heures supplémentaires soit environ 150 K€, cette dépense étant équivalente aux départs non remplacés.

### **Les subventions de fonctionnement :**

Dans le cadre d'une bonne gestion des deniers publics, une collaboration étroite a été mise en place entre le contrôle de gestion de la Ville et le monde associatif.

Suite à l'analyse de leurs comptes et à une aide technique dans l'optimisation de leurs coûts, une baisse des subventions en 2015 et 2016 a pu être effectuée.

Soucieux de la qualité du travail et de l'engagement des associations dans la vie de la cité, Monsieur le Maire a souhaité maintenir les montants de la participation de la Ville sur 2017. Cette décision solidaire a pu ainsi compenser l'augmentation des charges courantes ainsi que le désengagement de certains partenaires institutionnels.

Montants en K€	2014	2017	Evolution	
			Montant	%
Subventions aux associations de droit commun	2 586	2 300	- 286	-11.06%
Subventions contrats (Enfance-Jeunesse, Urbain-Cohésion Sociale)	1 561	1 413	- 148	-9.48%
Total	4 147	3 713	- 434	-10.47%

**Les autres charges de gestion :**

Montants en K€	2014	2017	Evolution	
			Montant	%
Autres charges de gestion	3 693	4 113	<b>+ 420</b>	<b>+11.37%</b>

Ce poste de dépenses est le seul en forte augmentation, dont une des raisons principales reste le volume exceptionnel des non-valeurs passées en 2017 au-delà des 300 K€ et en particulier, celle concernant la liquidation de l'association Sainte Thérèse pour 265 K€, qui bien que neutralisée au niveau budgétaire, a eu un impact sur ce poste de dépenses.

Par ailleurs, les contributions obligatoires ont augmenté d'environ 50 K€, notamment par la participation au SDIS qui évolue tous les ans.

**Les charges financières :**

Les opérations de désensibilisation des emprunts à risque réalisées entre 2014 et 2015 ont permis à la Ville de diminuer la dette hors charte de 18 M€ à environ 8 M€, représentant moins de 10 % de notre encours en 2017.

Il convient également de préciser que nos différentes actions de gestion ont permis, pour plus de lisibilité et dans une période particulièrement favorable de taux bas, d'accroître la part relative de notre encours à taux fixe de 52 à 67 % entre 2014 et 2017.

Depuis 2014 bien évidemment, aucun financement nouveau hors charte ou à taux complexe n'a été souscrit.

Sur la période examinée, le poids des charges financières **a diminué de plus de 17 %**.

**En résumé, la baisse des charges courantes constatée sur la période a été de près de 2,9 M€.**

**L'épargne brute :**

Montants en K€	2014	2017	Variation	
			Montant	%
Epargne brute				
Excédent brut de fonctionnement	8 893	8 339	-554	-6.23%
Charges d'intérêts et pertes de change	-4.310	-3.550	+0.760	-17.63%
Fonds de Soutien		+0.622	+0.622	ns
Autres produits financiers	+0.156	+0.122	-0.034	-21.79%
Subventions exceptionnelles versées (SPIC)	-0.070	-0.150	-0.080	+114.29%
Produits et charges exceptionnels nets	-0.206	+0.155	+0.361	ns
Epargne brute	4.463	5.538	+1.075	+24.09%
Amortissements financiers de la dette	-7.394	-8.030	+0.636	+8.60%
Epargne nette ou disponible	-2.931	-2.492	+0.439	+14.98%

Ratio				
Epargne brute / Produits de gestion (%)	6.71%	8.68%		

Sur la période examinée, les économies importantes réalisées sur les dépenses de fonctionnement ont permis de compenser la baisse de nos recettes institutionnelles.

C'est ainsi que notre épargne brute a été améliorée dans un environnement particulièrement contraint : de 4,5 M€ en 2014, elle a atteint plus de 5,5 M€ en 2017 ; la progression constatée est donc d'environ 25 %.

Elle reste néanmoins insuffisante pour dégager une épargne nette positive, le volume de notre remboursement en capital de la dette représentant un volume supérieur d'environ 2,5 M€.

**Ce résultat traduit également une volonté de la Ville de se désendetter rapidement, par des refus systématiques de propositions faites par certaines de nos contreparties pour rallonger la durée de remboursement de certains de nos emprunts.**

**Cette solution nous aurait permis de fortement diminuer le volume annuel de nos remboursements et d'améliorer artificiellement notre capacité d'autofinancement, en revanche, le coût total de nos annuités aurait été fortement revalorisé.**

- Le financement propre réel de l'investissement :

(en M€)	2014	2017	Variation	
			Montant	%
<b>Financement propre réel</b>				
Epargne nette ou disponible	-2.931	-2.492	+0.439	+14.98%
TLE et Taxe d'aménagement	0.428	0.761	+0.333	+77.80%
FCTVA	1.192	1.072	-0.120	-10.07%
Subventions reçues	2.864	1.268	-1.596	-55.73%
Autres recettes (y.c. dette récupérable)	0.296	0.496	+0.200	-67.57%
Produits des cessions		0.240	+0.240	ns
<b>Autres recettes hors emprunt</b>	<b>4.780</b>	<b>3.837</b>	<b>-0.943</b>	<b>-19.73%</b>
<b>Financement disponible</b>	<b>1.849</b>	<b>1.345</b>	<b>-0.504</b>	<b>-27.26%</b>
Dépenses d'équipement	12.072	7.604	-4.843	-37.01%
<b>Financement disponible / Dépenses d'équipement (%)</b>	<b>15.32%</b>	<b>17.69%</b>		

Le financement de nos partenaires institutionnels par l'intermédiaire de subventions est en forte diminution en volume, au-delà des **1,5 M€**.

Par ailleurs, alors que les montants sont dus, le délai de versement de leurs participations est de plus en plus long, ce qui pèse énormément sur la trésorerie de la Ville.

**B) COMPTE ADMINISTRATIF PREVISIONNEL 2018 – FORTE AUGMENTATION DE NOTRE  
EPARGNE BRUTE AU-DELA DU SCENARIO PROSPECTIF RETENU PAR LA CRC**

**Les produits de fonctionnement :**

(Montants en K€)	2017	2018	2018 CRC	Ecart	
				2018/ 2017	CRC 2018/2018
<b>Ressources</b>					
Ressources fiscales propres brutes	51 110	52 313	52 332	+ 1 203	-19
Fiscalité reversée (Agglo et Etat)	-16 719	-17 104	- 16 265	-385	-839
Ressources fiscales propres nettes des atténuations de produits	<b>34 391</b>	<b>35 209</b>	<b>36 067</b>	+818	- 858
Ressources d'exploitation	3 380	3 599	2 590	+219	+1 009
<b>Produits flexibles</b>	<b>37 771</b>	<b>38 808</b>	<b>38 657</b>	+1 037	+151
Ressources institutionnelles	9 717	9 393	10 280	-324	-887
Fiscalité reversée (Agglo et Etat)	+15 946	+16 138	+15 719	+192	+419
<b>Produits rigides</b>	<b>25 663</b>	<b>25 531</b>	<b>25 999</b>	-132	-468
Production immobilisée	350	436	350	+86	+86
<b>Total des produits de gestion nets</b>	<b>63 784</b>	<b>64 775</b>	<b>65 006</b>	+991	-231
Produits financiers	377	324		-53	
Aide du Fonds de Soutien	622	622			
Produits exceptionnels (hors cessions et provisions)	276	419		+143	
<b>Produits de Fonctionnement nets</b>	<b>65 059</b>	<b>66 140</b>		+1 081	

## Les ressources fiscales propres :

La fiscalité directe locale constituant le principal poste de recettes de fonctionnement de notre collectivité a fait l'objet d'une attention toute particulière.

La mise en place d'un protocole avec les services de l'Etat et la réorganisation de la Direction des Affaires Financières, afin de mettre en place une cellule fiscalité entièrement dédiée, nous ont permis d'obtenir des résultats probants.

Alors que nous avons énormément d'incertitudes sur les conséquences des mesures mises en place par le Gouvernement concernant la taxe d'habitation, les résultats qui viennent de nous parvenir sont très positifs.

Ces résultats ont été obtenus grâce au travail effectué par les services.

Ainsi pour la seule taxe d'habitation, en complément des enquêtes ponctuelles diligentées par les services fiscaux, ce n'est pas moins de 280 dossiers pour les logements vacants qui ont été traités sur le terrain par les agents municipaux, dont 50 % ont été transmis à l'administration fiscale pour validation.

## Taxe d'habitation

Années	Base nette TH	Evolution des bases n-1	Taux TH	Evolution taux TH
2016	79 938 582		18,9 %	0 %
2017	81 134 169	1,50 %	18,9 %	0 %
2018	82 996 961	2.30%	18.9%	0 %

La base nette imposée a connu une très forte évolution, soit environ 2,30 % ; les taux communaux étant constants, le produit lié à la taxe a ainsi connu une évolution équivalente, ce qui représente en valeur absolue un montant supplémentaire d'environ 350 K€ par rapport à 2017.

Il est également intéressant de noter que l'ensemble des locaux imposables a évolué de 34 056 en 2017 à 34 276 en 2018, soit 220 locaux supplémentaires, et que la valeur locative moyenne sur l'ensemble des locaux a progressé de 1,80 %, ce qui démontre également l'efficacité de nos travaux sur l'optimisation de nos bases fiscales par leur revalorisation.

Enfin, il n'est pas non plus inutile de rappeler que notre politique sociale volontariste d'abattement sur la taxe d'habitation représente pour 2018 un volume de base exonérée équivalente à un produit annuel non perçu d'environ **1,8 M€**.

**La Ville de Grasse fait partie des 5 % de communes en France dont la politique fiscale d'abattement est au maximum.**

## Taxe foncière

Années	Base nette TFB	Evolution des bases n-1	Taux TFB	Evolution taux TFB
2016	76 975 884		19,45 %	
2017	78 082 591	1,44%	19,45 %	0 %
2018	79 973 988	2,42%	19,45%	0%

## Taxe foncière non bâti

Années	Base nette TFNB	Evolution des bases n-1	Taux TFNB	Evolution taux TH
2016	612 837		14,70 %	
2017	621 034	1,34%	14,70 %	0 %
2018	614 912	-0.99%	14,70 %	0%

Nous pouvons également tirer un bilan très positif sur la taxe foncière.

En dehors des vérifications ponctuelles des agents sur le terrain à la demande des services fiscaux, nous avons orienté nos travaux vers le contrôle de cohérence des catégories de locaux et les déclarations d'intention d'aliéner.

Ainsi, sur le contrôle des catégories, la commission communale ayant créé une catégorie intermédiaire en 2012, un travail de fond a été effectué par un recensement exhaustif des habitations de plus de 300 m<sup>2</sup>.

Sur les 168 dossiers traités, 40 avaient les caractéristiques pour justifier un changement de catégorie.

Une enquête a été menée en parallèle sur les déclarations d'intention d'aliéner dont le montant de la transaction dépassait les 500 K€. Là encore, 104 dossiers ont fait l'objet d'une modification de leur valeur locative.

Enfin, 153 fiches ont fait l'objet d'une vérification sélective des locaux par le centre des impôts dont 113 étaient issus du protocole avec la Mairie.

## Produit fiscalité directe total

2016	2017	2018
30 537	30 984	31 746
	+ 447	+ 762

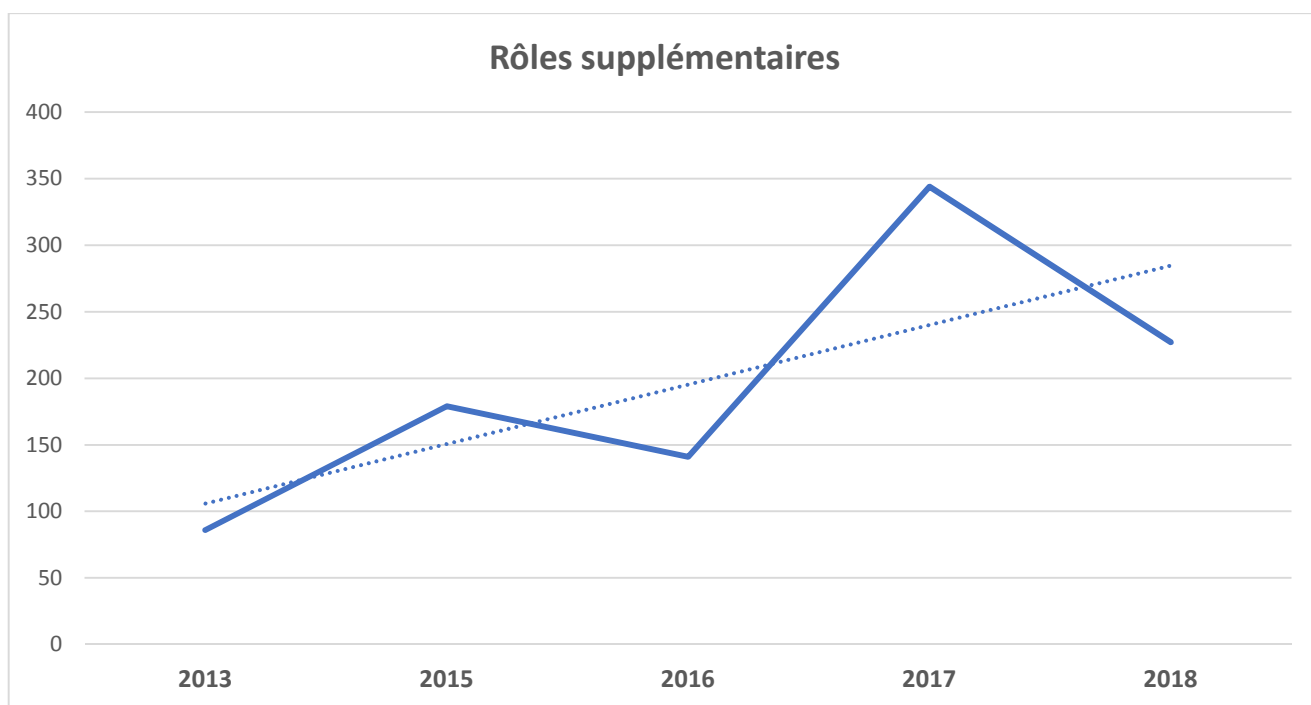
Les résultats sont très encourageants, la variation du produit en valeur absolue a été améliorée de plus de 70 % par rapport à celle de l'année précédente.

L'amélioration du produit s'explique aussi par celle des rôles supplémentaires en K € :

### Rôles supplémentaires

2016	2017	2018
141	344	227

Les rôles supplémentaires sur 2018 ont été encore très importants, mais plus que ce seul produit, celui de la fiscalité directe locale a progressé dans sa globalité de plus de 2 %, alors que l'évolution forfaitaire retenue par la Loi de Finances n'était que de 1,2 %.



Sur les autres produits de recettes, notamment ceux liés à l'exploitation, nous sommes sur une forte dynamique de ces ressources, qui par rapport à 2017 ont encore progressé d'environ 220 K€. Cette dynamique s'explique notamment par l'encaissement des produits liés à la mise en place de la politique de dépenalisation du stationnement de surface, notre travail sur l'optimisation des redevances (occupation du domaine public et concessionnaires) et enfin la revalorisation des loyers liés aux conciergeries.

Entre 2014 et 2018, ce poste a progressé de près de **1 M€**.

Il est également intéressant de noter la forte progression de nos droits de mutation (3,1 M€ pour 2018 à comparer aux 2,7 M€ de 2017). La commune de Grasse reste attractive sur le marché immobilier départemental avec un tarif au m<sup>2</sup> concurrentiel, les prêts accordés aux particuliers avec des taux d'intérêt relativement bas ayant également influé.

Enfin, une fois n'est pas coutume, la baisse la plus importante de nos ressources est liée aux dotations de l'Etat. Alors que la baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement liée au plan de redressement de nos finances publiques est terminée, le financement des enveloppes de péréquation destinées aux communes les plus pauvres par des prélèvements sur les différentes dotations a représenté un montant important, soit plus de 220 K€ pour la Ville de Grasse.

Il convient d'évoquer également la fin de notre éligibilité à la Dotation de Solidarité Urbaine, qui représentait un volume de 621 K€ en 2016, 559 K€ en 2017 et 466 K€ en 2018 et qui est vouée à disparaître en 2020.



## Les dépenses de fonctionnement :

<b><u>Les dépenses de fonctionnement, comparatif compte administratif 2018 et scénario retenu par la Chambre Régionale des Comptes</u></b> (Montants en K€)	2017	2018	2018 CRC	Ecart	
				2018/ 2017	2018 CRC/ 2018
<b>Dépenses</b>					
Charges à caractère général brutes	10 510	10 325	11 332	-185	-1 007
Remboursement sur charges à caractère général	-10				
Charges à caractère général nettes	10 500	10 325		- 175	
Charges de personnel brutes	34 165	34 013	35 201	-152	-1 188
Remboursement sur charges de personnel	-298	-236		-62	
Charges de personnel nettes	33 867	33 777		-90	
Subventions de fonctionnement	6 965	6 663	6 737	- 302	-74
Autres charges de gestion	4 113	3 659	3 889	-454	-230
<b>Charges de gestion nettes</b>	<b>55 445</b>	<b>54 424</b>	<b>57 159</b>	<b>- 1 021</b>	
Charges d'intérêts et pertes de change brutes	3 805	3 358		- 447	
Produits financiers hors dette récupérable	-255	-202		-53	
Charges d'intérêts et pertes de change brutes	3 550	3 156		-394	
<b>Charges courantes nettes</b>	<b>58 995</b>	<b>57 580</b>		<b>-1 415</b>	
<b>Excédent brut de Fonctionnement</b>	<b>8 339</b>	<b>10 351</b>		<b>+2 012</b>	
<b>CAF brute</b>	<b>5 538</b>	<b>7 931</b>		<b>+ 2 393</b>	

## Les charges à caractère général

Les efforts demandés aux services depuis 2014 ont été conséquents et se traduisent sur les niveaux de dépenses constatés au compte administratif 2018.

Alors que le scénario retenu par la Chambre Régionale des Comptes était déjà restrictif, puisqu'il envisageait une diminution de ce poste d'environ 10 % par rapport à 2014, nous l'avons réduit de près de 20 %.

Ces résultats n'auraient pas été obtenus sans une refonte de notre organisation et une rationalisation par une vraie réflexion sur l'optimisation de nos ressources existantes.

### Les charges de personnel :

Les charges de personnel constatées au compte administratif 2018 sont inférieures à celles du compte administratif 2014.

Elles ont pu ainsi être contenues par une communication transversale entre les services afin d'optimiser les ressources. Cela s'est notamment traduit en 2018 par la mise en place d'une cellule de coordination chargée du suivi des heures supplémentaires, qui a permis de réaliser une économie substantielle de 68 K€ par rapport à 2017, équivalente à 15,5 % du volume global.

### Les subventions de fonctionnement :

Détail des principaux postes de dépenses (Montants en K€)	2017	2018	Ecart 2018/2017
<b>Dépenses</b>			
Subventions aux associations	1 614	1 627	+13
Office du Tourisme et Comité Régional du Tourisme	295	CAPG	-295
Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours	3 051	3 085	+34
Caisse Communale d'Action Sociale	2 900	2 950	+50
Caisse des Ecoles et Réussite Educative	60	60	ns
OGEF Fénelon	377	377	ns
Syndicat Départemental d'Electricité et du Gaz	166	8	-158
Contrat Enfance et Jeunesse	1 304	1 304	ns
Contrat de Ville	110	111	+1
Participations enfants grasseois scolarisés à l'extérieur	293	234	-59
<b>Totaux des principales subventions et participations</b>	<b>10 170</b>	<b>9 756</b>	<b>- 414</b>

Après les efforts réalisés par le tissu associatif sur les années antérieures par des baisses successives de leurs subventions, l'année 2018 a vu le maintien des contributions de la Ville à un niveau équivalent à celui de 2017.

Pour les participations à l'Office du Tourisme et au Comité Régional du Tourisme, la compétence a été transférée à la Communauté d'Agglomération qui les prend désormais à sa charge, cette dernière étant neutralisée par une baisse de l'attribution de compensation versée à la commune pour un montant équivalent.

En ce qui concerne la contribution au SDIS, nous ne pouvons que constater son augmentation systématique chaque année.

Dans les évolutions notables, la participation 2018 au SDEG a fortement diminué ; certains travaux ayant vu leur dernière échéance de remboursement se terminer en 2017.

Par ailleurs, alors que depuis de nombreuses années les conventions avec les communes pour les enfants grasseois scolarisés à l'extérieur étaient en attente, les années 2017 et 2018 ont vu leurs mises à jour.

Ainsi, les volumes mandatés en 2017 et 2018 ne sont pas représentatifs d'une année civile, dont le montant se situe autour des 180 K€/an.

**Amélioration des ratios de gestion entre 2014 et 2018 :**

(Montants en K€)	2014	2018	Ecart	
			Montant	%
<b>Dépenses</b>				
Charges de gestion nettes remboursements de personnel	57 562	54 424	- 3 138	
Produits de gestion	66 455	64 775	- 1 680	
<b>Excédent brut de fonctionnement</b>	<b>8 893</b>	<b>10 351</b>	<b>+ 1 458</b>	
<b>EBF / Produits de gestion</b>	<b>13.38%</b>	<b>15.98%</b>		
Charges d'intérêts et pertes de change nettes	4 310	3 156	-1 154	
Fonds de soutien		622	+ 622	
Autres produits financiers	156	122	- 34	
Subventions exceptionnelles SPIC	70	290	+ 220	
<b>Soldes produits / charges exceptionnelles</b>	<b>-206</b>	<b>+282</b>	<b>+488</b>	
<b>CAF BRUTE</b>	<b>4 463</b>	<b>7 931</b>	<b>+3 468</b>	
<b>CAF BRUTE / Produits de gestion</b>	<b>6.71 %</b>	<b>12.24 %</b>		
<b>Charges financières nettes / charges courantes</b>	<b>6.97 %</b>	<b>5,48 %</b>		
<b>Capacité de désendettement</b>	<b>20 ans</b>	<b>10.84 ans</b>		

### **Tous les ratios de gestion 2018 sont très largement améliorés par rapport à 2014.**

La mise en œuvre d'une politique volontariste d'assainissement des finances publiques porte ses fruits. Conformément aux engagements de 2014, l'amélioration de notre épargne est très conséquente.

**En ce qui concerne nos postes de recettes**, cette période a été marquée par des mesures qui se sont imposées à la Ville et dont elle n'avait pas la maîtrise.

Les conséquences directes ont été caractérisées par une baisse des ressources institutionnelles de plus de **4,5 M€** entre 2014 et 2018, mettant en exergue les efforts nécessaires à mettre en œuvre pour la Ville.

La réduction drastique de ces ressources institutionnelles a pu néanmoins être en grande partie compensée par un travail de fond sur l'optimisation de nos ressources flexibles et notamment fiscales, sans augmentation des taux de la commune.

Malgré cette mise en place, il est important de noter que le volume de nos produits de gestion reste inférieur à celui de 2014 d'environ **1,7 M€** pour les raisons évoquées ci-dessous.

Il est néanmoins important de préciser que cette baisse importante de nos recettes de gestion est notamment due à la période 2014 à 2016, où la Dotation Globale de Fonctionnement avait été fortement impactée par des prélèvements de l'Etat pour le redressement des finances publiques.

**Pour la fin de période et notamment 2018, nos recettes de gestion progressent par rapport à l'année précédente, ce qui n'était plus arrivé depuis 2013.**

**Pour les dépenses**, l'ensemble des postes de gestion dont nous avons la maîtrise a diminué entre 2014 et 2018 dans des proportions qui n'auraient pu être envisagées sans une réforme structurelle profonde de notre collectivité ; les résultats peuvent être observés sur l'amélioration de l'excédent brut de fonctionnement.

Seul le poste concernant les prélèvements opérés par l'Etat pour la loi SRU et le FPIC a progressé.

Détail des dépenses de gestion (Montants en K€)	2014	2018	Ecart 2018/2014
Charges à caractère général	12 703	10 325	- 2 378
Charges de personnel brutes	34 157	34 013	-144
Subventions de fonctionnement	7 486	6 663	- 823
Autres charges de gestion	3 693	3 659	-34
Reversements de fiscalité (SRU, FPIC, CCAS, Hôpital...)	773	966	+ 193

Par ailleurs, le travail effectué sur notre dette pour la réduire et la désensibiliser a permis de diminuer notre poste de charges financières brutes d'environ **4,7 M€** à **3,3 M€** équivalente à environ **30 %**.

**Force est de constater que les résultats anticipés à 2020 pour nos ratios de gestion dans ce rapport seront pour la plupart d'ores et déjà atteints en 2018.**

(Montants en K€)	2014	2018	Rapport à 1 an CRC 2020
EBF / Produits de gestion	13.38%	15.98%	14.8%
CAF BRUTE / Produits de gestion	6.71 %	12.24%	10.4%
Charges financières nettes / charges courantes	6.97 %	5.48 %	5.7 %
Capacité de désendettement	20 ans	10.84 ans	10.5 ans

Le seul ratio qui n'a pas atteint l'objectif de 2020 est celui concernant le rapport entre l'épargne brute et l'encours de dette par années, dont l'explication principale réside dans le retard pris dans la réalisation des cessions foncières et ses conséquences sur le décalage entre les objectifs de désendettement et le niveau atteint.

### L'investissement :

Au contraire des années 2016 et 2017 où l'investissement avait été fortement réduit, à environ **7,6 M€ / an**, l'année 2018 a vu une reprise nette par une politique volontariste d'investissement, notamment dans les bâtiments communaux et l'équipement des services.

Ainsi, le volume de nos dépenses d'équipement a vu son volume augmenté de plus de 20 %, pour s'établir à environ **9,25 M€**.

De nombreux crédits affectés à des programmes, dont les réalisations ont dû être retardées ou reportées, ont vu leurs enveloppes redéployées sur d'autres opérations afin d'optimiser l'utilisation des crédits de paiement (**80 % des crédits inscrits ont fait l'objet d'un paiement**).

Les principales réalisations ont été les suivantes (liste non exhaustive) :

### **OPERATIONS MANDATEES AU 31.12.2018 :**

- renouvellement du parc automobile	329 K€
- matériel fêtes et illuminations	188 K€
- mobilier urbain et signalisation	133 K€
- équipements énergétiques bâtiments	65 K€
- équipement restauration scolaire FETAVI	40 K€
- gros entretien réseaux défense incendie	103 K€
- rénovation énergétique	42 K€
- restauration du patrimoine	209 K€
- Vigipirate écoles et crèches	548 K€
- gros entretien écoles et crèches	246 K€
- rénovation des bâtiments communaux	870 K€
- gros entretien bâtiments	199 K€
- requalification des voiries	567 K€
- gros entretien voiries	190 K€
- stationnement de surface	184 K€
- réseaux électriques	106 K€
- revalorisation du jardin des Plantes	62 K€

- gazon synthétique stade de la Paoute	784 K€
- espaces verts et aires de jeux	65 K€
- gros entretien eaux pluviales	405 K€
- îlots renouvellement urbain	101 K€
- acquisitions foncières place de la Placette et terrains de voirie	85 K€
- équipements et modernisation services	485 K€
- construction de la Médiathèque	3 200 K€
- la revision du plan d'urbanisme	18 K€
- subventions particuliers secteur sauvegardé	35 K€

**En recettes, les subventions d'équipement ont été réalisées à hauteur de 2 440 K€, à comparer aux 1 202 K€ de 2017.**

Même si les participations de nos partenaires institutionnels se raréfient, une cellule de veille a été mise en place au niveau de la DGST pour la recherche et le suivi de subventionnements pour les opérations programmées, ce qui explique leur revalorisation.

En termes d'emprunt, celui-ci a été mobilisé à hauteur de **6 136 K€ pour 2018**.

**Le financement de l'investissement 2018 s'établit ainsi :**

	<b>2018</b>
Virement du fonctionnement et fonds de roulement	8 587
FCTVA nette du remboursement	778
Taxes d'urbanisme	330
Créances nettes	240
Produits de cessions	231
Subventions d'équipement	2 440
Remboursement capital de dette	- 8 454
<b>FINANCEMENT DISPONIBLE INVESTISSEMENT</b>	<b>4 152</b>

Le financement disponible est destiné à financer les dépenses d'équipements.

## C) STRUCTURE ET GESTION DE LA DETTE

### SITUATION DE LA DETTE FINANCIERE au 31 décembre 2018

#### Dettes par budgets<sup>1</sup>

(en M€)	2014	2015 <sup>1</sup>	2016	2017	2018	2019 Prév.
Principal net fonds soutien	89.41	89.43	86.12	85.43	83.73	82.35
<i>Variation</i>		+0.02	-3.31	-0.69	-1.70	-1.38
Distribution Eau	0.21	0.18	0.15	0.12	0.08	0.89
<i>Variation</i>		-0.03	-0.03	-0.03	-0.04	+0.81
Assainissement	2.49	2.17	1.97	1.74	1.51	1.66
<i>Variation</i>		-0.32	-0.20	-0.23	-0.23	+0.15
<b>Dettes totales <i>Variation</i></b>	<b>92.11</b>	<b>91.78</b>	<b>88.24</b>	<b>87.29</b>	<b>85.32</b>	<b>84.90</b>
		<b>-0.33</b>	<b>-3.54</b>	<b>-0.95</b>	<b>-1.97</b>	<b>-0.42</b>

#### **Commentaires sur l'évolution**

- 2015 : deux principaux facteurs expliquent la croissance de la dette :
  - La mise en force des derniers contrats du PPP a entraîné une augmentation de la dette de 2.27 M€ (2.527 M€ en valeur d'origine) ;
  - La restructuration impérative d'un produit structuré SFIL dont les taux contractuels atteignaient des niveaux insupportables. Cette restructuration a nécessité la souscription d'un emprunt de 16.4 M€ pour financer l'Indemnité de Remboursement Anticipé. En contrepartie, la Ville a obtenu une aide très significative (12.4 M€) du Fonds de Soutien aux Collectivités ayant souscrit des emprunts toxiques.
- 2016 : la baisse de la dette s'amorce grâce principalement à une baisse des investissements réalisés en 2016, inférieurs de 26 % à ceux de 2015.
- 2017 : la réduction des investissements a permis de poursuivre la baisse de la dette.
- 2018 : le désendettement se poursuit ; néanmoins, compte tenu des retards constatés sur la réalisation de certaines cessions foncières il est moins important que prévu, soit environ à **-2,3 M€** sur le budget principal équivalent à **-1.7 M€** net du fonds de soutien.

Le budget principal représente l'essentiel de la dette de la Ville (98,13 % à fin 2018). Pour cette raison, les actions de gestion de dette et de taux sont concentrées sur la dette du budget principal.

La dernière colonne montre les évolutions attendues en 2019, construites sur les anticipations arrêtées à ce jour. A l'évidence, le mouvement de désendettement engagé dès 2015 se poursuit.

<sup>1</sup> Les données retenues sont arrêtées après impact de l'aide du Fonds de Soutien.

### Analyse des variations 2018 et prospective 2019

	2018				2019			
En M€	Ppal	Eau	Assain	Cumul	Ppal	Eau	Assain	Cumul
Emprunts nouveaux LMT	+4.39			+4.39	+ 5.90	+ 0.85	+ 0.38	+7.13
Emprunts nouveaux CT	+3.00			+3.00	+1.50			+1.50
Amortissements	-9.70	-0.04	-0.23	-9.99	- 9.40	-0.04	- 0.23	- 9.67
Remboursements anticipés	-			-				
Variation dette brute	-2.32	-0.04	-0.23	-2.59	-2.0	+0.81	+ 0.15	- 1.04
<b>Fonds de Soutien</b>	<b>+0.62</b>			<b>+0.62</b>	<b>+0.62</b>			<b>+0.62</b>
<b>Variation dette nette</b>	<b>-1.70</b>	<b>-0.04</b>	<b>-0.23</b>	<b>-1.97</b>	<b>-1.38</b>	<b>+0.81</b>	<b>+0.15</b>	<b>-0.42</b>

#### **Commentaire sur la dette CT**

La dette financière à court terme est essentiellement constituée de lignes à tirages utilisées pour assurer l'optimisation de la gestion de la dette et de la trésorerie. Ces lignes représentent des engagements pluriannuels.

Les tirages effectués ont permis de financer une grosse fraction des investissements effectués en 2017 comme en 2018, sans occasionner de charges financières supplémentaires. C'est le résultat, en effet, de la combinaison de taux de marchés négatifs et d'une marge très faible.

#### **Pour 2018, apparaissent très clairement :**

- De nouveaux emprunts LMT souscrits pour financer des investissements nouveaux soit **3,14 M€** ;
- De nouveaux emprunts CT pour financer des investissements nouveaux non consolidés que nous pouvons rembourser en tant que de besoin pour **3,0 M€** ;
- Le refinancement d'un emprunt revolving par la souscription d'un emprunt auprès du crédit agricole pour un montant strictement équivalent de **1,25 M€** ;
- L'atténuation de la réduction de la dette par l'amortissement du Fonds de Soutien pour **0,62 M€**.

**Pour 2019, est essentiellement prévu** un volume d'emprunts nouveaux pour investissements plafonné à

**6,0 M€** pour le budget principal, **0,85 M€** pour le budget eau potable et **0,38 M€** pour le budget assainissement.

Les futures mobilisations seront orientées vers des produits en taux fixes ; ces derniers restant à ce jour à un ni niveau bas, nous devons nous garantir d'une éventuelle variation à la hausse.

L'hypothèse de réduction de la dette en 2019 est dépendante de la bonne réalisation de toutes les autres anticipations.



## STRUCTURE DE LA DETTE au 31 /12 /2018 (tous budgets)

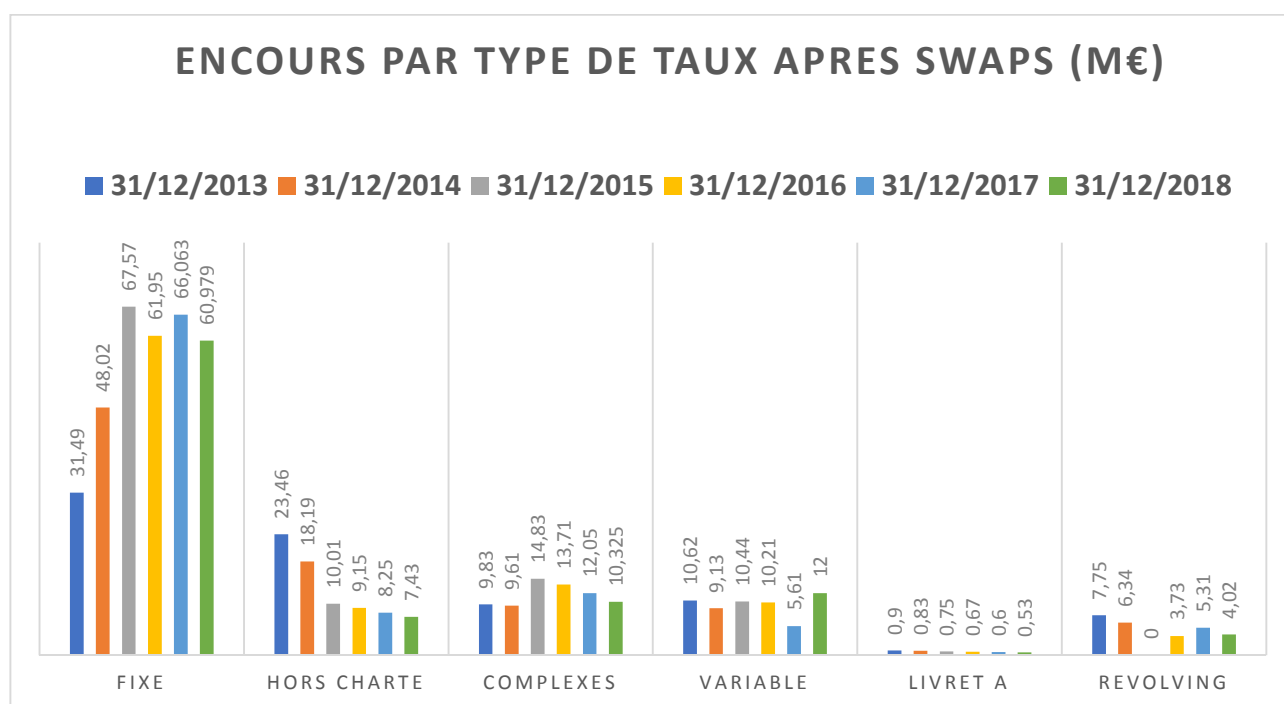
### Ventilations de la dette totale

Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

- Par typologie de taux après swaps :

	31.12.13		31.12.14		31.12.15		31.12.16		31.12.17		31.12.18	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
Fixe <sup>2</sup>	31.488	37.5	48.024	52.1	67.572	65.2	61.945	62.3	66.063	67.5	60.979	64.00
Complexes	9.830	11.7	9.605	10.4	14.827	14.3	13.714	13.8	12.052	12.3	10.325	10.83
Hors Charte	23.461	27.9	18.187	19.8	10.005	9.7	9.146	9.2	8.250	8.5	7.430	7.80
Variable	10.618	12.6	9.130	9.9	10.444	10.1	10.214	10.3	5.605	5.7	12.000	12.60
Livret A	0.903	1.1	0.828	0.9	0.751	0.7	0.673	0.7	0.602	0.6	0.530	0.55
Revolv tiré	7.750	9.2	6.335	6.9	-	-	3.733	3.7	5.308	5.4	4.020	4.22
	84.05	100.0	92.10	100.0	103.59	100.00	99.42	100.00	97.88	100.00	95.28	100.00

Après swaps, à fin 2018, la dette à taux fixe représente 64,00 % de la dette totale, tandis que la dette « Hors Charte » en représente 7,80 % et la dette à taux complexes de l'ordre de 10,83 %. Le reste, soit 17,37 %, est à taux variables simples.



<sup>2</sup> En ce compris les PPP.

Etant rappelé que la dette revolving (engagement pluriannuel) a une fonction de lissage destinée à optimiser la dette de la Ville, il apparaît clairement que les actions de gestion ont permis de :

- Réduire significativement la dette Hors Charte. Ce point est une des règles de gestion adoptées tendant à rechercher la diminution de l'exposition aux risques ;
- Accroître l'encours à taux fixes dans une période de taux bas. Ce point est également une des règles de gestion adoptées en 2017 ;
- Privilégier les produits indexés sur du révisable en 2018, les taux courts restant négatifs.

En 2014 et 2015, les clauses contractuelles de taux ont fait basculer en taux complexes des taux soit fixes, soit variables. Aucun financement nouveau à taux complexe n'a été souscrit sur ces exercices.

Si l'on observe (cf. infra) que les produits à « taux complexes » ou « Hors Charte » sont essentiellement à taux variables, l'objectif fixé pour 2018 est atteint.

Par typologie de risques **Budget Principal** (après swaps) :

		Risque						
		moins élevé		Plus élevé				
Risk		A	B	C	D	E	HC	Total
		M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€ %
élevé  + ←	1	76.13	4.26					80.39 85.81
	2							
	3		4.66					4.66 4.97
	4		1.2					1.2 1.28
	5							
	HC						7.43	7.43 7.94
	Σ	76.13	10.12				7.43	93.68
	%	81.26	10.80				7.94	100

La souscription des swaps avait contribué à augmenter de façon sensible l'exposition aux risques de la Ville. Toutefois, les actions de désensibilisation entreprises, notamment depuis 2014, ont réduit tant les encours classés en « Hors Charte » que les encours présentant un risque supérieur à 4B<sup>3</sup>.

Ainsi, par rapport à fin 2017, les positions Hors Charte sont passées à 7,94 % vs 8,6 % en 2017, les 4B à 1,28 % vs 1,8 % et les 3B à 4,97 % vs 5,6 %.

Les positions « 1A » - « 1B » ont sensiblement augmenté (85,81 % vs 84 %).

3 « **B** » = Barrière simple. Pas d'effet de levier. « **4** » = Indices hors zone euro. Ecart d'indices dont l'un est un indice hors zone euro.

- **Taux moyens d'endettement**

Ces taux sont le rapport de la charge financière nette d'une année à l'endettement moyen de la même année<sup>4</sup>.

Année	Après Swaps (%)	
	Niveau	Variation
2009	3.97	
2010	5.54	+1.57
2011	7.34	+1.80
2012	6.93	-0.41
2013	6.48	-0.45
2014	5.24	-1.24
2015	4.09	-1.15
2016	3.76	-0.33
2017	3.31	-0.45
2018	3.02	-0.29

Ainsi qu'indiqué supra, en 2014, un changement de politique de gestion de dette est intervenu dans le but de **réduire tant les risques financiers que les taux moyens**. Cette politique a été renforcée en 2015 avec l'adoption d'un cahier de procédures de gestion de dettes et d'un cahier de règles de gestion. Il en est résulté prioritairement :

- En 2014 et en 2015, une désensibilisation des produits structurés les plus défavorables. Les améliorations qui en résultent se font sentir sur les taux moyens dès 2015 ;
- En 2016, le remboursement d'un emprunt à taux variable à marge élevée (2,29 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0.70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;
- En 2017, le remboursement d'un emprunt à taux révisable à marge élevée (3.47 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville.

Le tableau ci-dessus montre clairement l'impact de ces actions sur le taux moyen après swaps, taux effectivement supporté par la Ville. Il est donc la cible des actions de gestion.

Toutefois, en dépit des efforts déployés, l'impact de la politique de gestion de taux mise en œuvre avant 2014 ralentit la baisse des taux moyens. Ceci est patent en 2016, exercice pour lequel la baisse du taux moyen ralentit.

<sup>4</sup> Endettement moyen = (CRD au 01.01 + CRD au 31.12) / 2. Cette définition est simplifiée par rapport à celle du calcul du taux de revient.

**DETTE « HORS CHARTE » et à « TAUX COMPLEXES » au 31.12.18. (tous budgets ).**

- Au 31.12.18, la dette « hors charte » et à « taux complexes » est répartie ainsi :

Banque prêteuse		Réf.	Type	Sans swaps		Avec swaps		Total	
		Ville	Taux	Nbre	M€	Nbre	M€	Nbre	M€
Financements Hors Charte									
Dexia	HC	304	Fixe	1	0.516			1	0.516
SFIL	HC	308b	Struct			1	1.436	1	1.436
Dexia	HC	309	Struct			1	3.721	1	3.721
CE	HC	318	Struct			1	1.425	1	1.425
CE	HC	301b	Struct			1	0.332	1	0.332
				1	0.516	4	6.914	5	7.430
Financements Complexes									
Dexia	B1	295	Struct	1	0.265			1	0.265
SFIL	B1	325	Struct			1	3.992	1	3.992
CE	B4	3177	Struct	1	1.197			1	1.197
CE	B4	319	Struct	1	0.203			1	0.203
SG	B3	16543	Struct	1	4.666			1	4.666
				4	6.331	1	3.992	4	10.323
TOTAL				4	6.847	5	10.906	9	17.753

Près des 2/3 de la dette HC ou à taux complexes a été travaillée avec des swaps (et parfois des contre-swaps).

- La dette comprend des produits « Hors Charte » Gissler.

En cas de swap, et éventuellement de contre-swaps, ne sont retenues que les positions résultantes.

Cinq produits restent classés en « Hors Charte », soit de l'ordre de 7,80 % du portefeuille de dettes. La part « Hors Charte » est passé de 23,46 M€ à 7,43 M€ entre fin 2013 et fin 2018, soit une réduction de plus de 68 %.

Réf Ville	Taux	Encours au 31.12.18	
		CHF (contrevaletur en EUR)	EUR
301b	3.50 % si USD/CHF ≥ 0.95 sinon, 3.50 % + 1.55 * (0.95 - USD/CHF) / USD/CHF		0.333
304	Emprunt à taux fixe en CHF	0.516	
308b	MAX (10.98 % - 10 * [CMS GBP 10y - CMS EUR 10y] ; 0) (Floor = 0.00 %)		1.436
309	2.96 % si (CMS 30y - CMS1y) ≥ 0 sinon, 10.55 % - 10 * (CMS 30y - CMS 1y)		3.720
318	2.00 % + MAX [(EUR/USD - EUR/CHF - 10.65 %) ; 0]		1.425
		0.516	6.914
	<b>TOTAL en EUR</b>	<b>7.430</b>	

A rappeler le cas de l'emprunt 304 qui, bien qu'à taux fixe, est classé en Hors Charte en raison de sa devise de libellé et non en raison des indices qui caractérisent son taux.

La désensibilisation de ces produits passe par l'acquittement d'Indemnités de Remboursement Anticipé qui, dans les conditions actuelles du marché, sont pour la plupart à des niveaux insupportables pour la Ville.

Ces lignes restent sous surveillance pour profiter d'une éventuelle amélioration des conditions.

### PROVISIONS au 31.12.18

A fin 2018, les emprunts comportant, par référence à la grille « Gissler », un indice « sous-jacent » supérieur à 3<sup>5</sup> ou un indice « Structure » supérieur à C<sup>6</sup> ont été provisionnés.

Sont principalement concernés les emprunts avec taux « Hors Charte » et l'emprunt en CHF.

### PROVISIONS pour RISQUES de TAUX et de CHANGE AU 31 DECEMBRE 2018

Contrats	301 B	304	308 B	309	3177	318	TOTAL
Contrepartie	Depfa	Dexia	Depfa	Ixis CIB	CECAz	Depfa	
Cotation Gissler	HC	HC	HC	HC	4B	HC	
Capital restant du au 31/12/2018 (devises)		583 600,00					
Taux de change au 31/12/2018 (€/devise)		1,14370					
Capital restant du au 31/12/2018 (€)	332 929,31	510 273,67	1 435 756,54	3 720 668,51	1 197 881,07	1 425 503,25	8 623 012,35
Durée résiduelle (années)	2,98	3,92	4,42	9,59	2,40	5,99	
Provision devises		122 347,98					
Provision €	5 848,85	106 975,59	94 573,11	51 516,56	6 625,69	111 973,10	377 512,89
Provision globale	5 848,85	112 824,43	207 397,55	258 914,10	58 142,25	170 115,34	

### DOTATION / REPRISE aux PROVISIONS pour RISQUES de TAUX et de CHANGE 2018

Contrats	301 B	304	308 B	309	3177	318	TOTAL
Contrepartie	Depfa	Dexia	Depfa	Ixis CIB	CECAz	Depfa	
Cotation Gissler	HC	HC	HC	HC	4B	HC	
Dotation Provision ( + ) €	0,00	0,00	0,00	12 066,67	0,00	0,00	12 066,67
Reprise Provision ( - ) €	-24 114,44	-47 021,73	-146 592,08	0,00	-5 356,47	-89 420,34	-312 505,07
Dotation (+) / Reprise (-) nette	-24 114,44	-71 136,17	-217 728,25	-205 661,58	-211 018,05	-300 438,39	-300 438,40

Une provision signée « + » caractérise une dotation tandis qu'une provision signée « - » caractérise une reprise.

En 2018, il y a donc une reprise de provision de 312 K€.

A fin 2018, la provision de 12 K€ mesure le niveau des pertes latentes éventuelles au jour du calcul.

A fin 2018, la reprise nette de provisions s'établit donc à 300 K€.

5 « **3** » = Ecart d'indices hors zone euro.

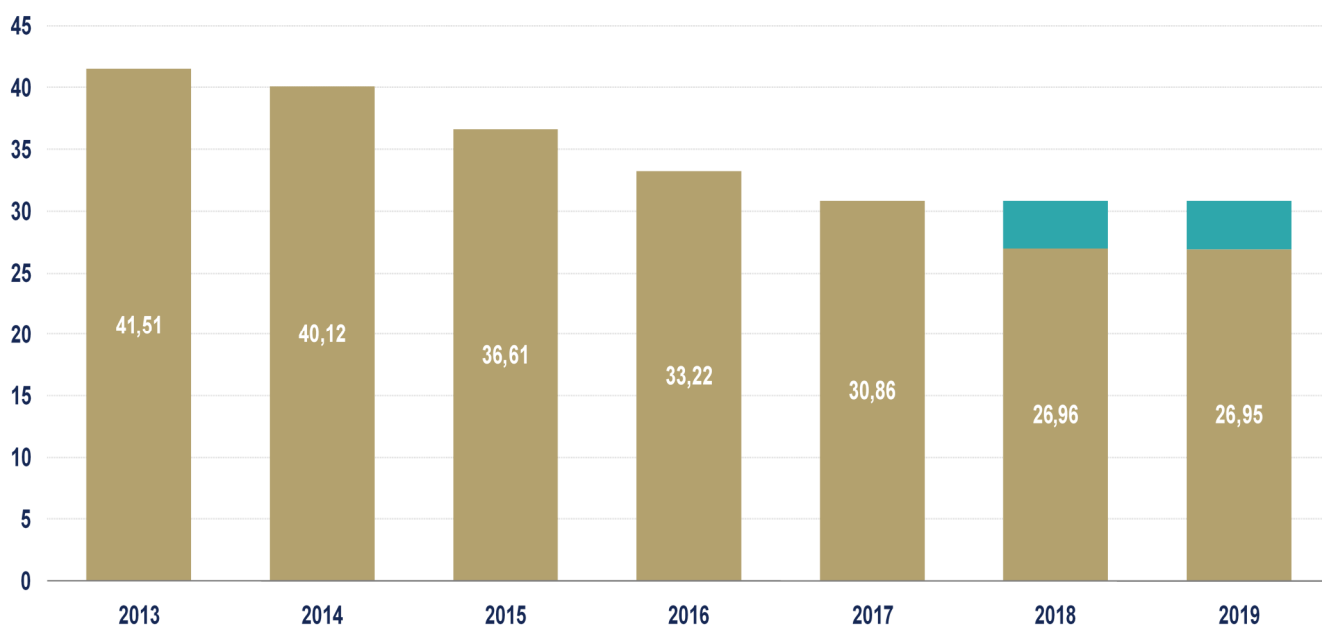
6 « **C** » = Option d'échange (swaption).

## D) CADRE PLURIANNUEL DE FONCTIONNEMENT 2019-2020

### LES HYPOTHESES RETENUES EN RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Nous l'avons évoqué en introduction, en 2019 et pour la seconde année consécutive, le volume de dotation globale de fonctionnement versé par l'État aux collectivités ne devrait pas baisser. Le montant versé en 2018 est reconduit, permettant ainsi une stabilité du coût pour l'État.

#### Evolution de la DGF en Milliards d'Euros



Cependant, cette stabilité pour l'État cache des jeux de « vases communicants » qui impactent les communes et les EPCI. En effet, si le volume total est reconduit, la répartition des sommes à l'intérieur de l'enveloppe change. Cela conduit ainsi à faire des communes gagnantes et des perdantes.

Le projet de Loi de Finances prévoit une revalorisation de l'enveloppe de dotation de solidarité urbaine (DSU) et de la dotation de solidarité rurale (DSR), pour un montant global de 180 M€. Cette augmentation des dotations de péréquation doit obligatoirement être compensée par une baisse, afin de ne pas augmenter les transferts de l'État vers les collectivités. Ce montant est alors directement prélevé en partie sur la dotation forfaitaire des communes et sur la dotation de compensation part salaire des EPCI.

S'agissant des communes, leur dotation forfaitaire est écrêtée dès lors que le potentiel fiscal de la ville est supérieur à 75 % du potentiel fiscal moyen, ce qui est le cas pour la Ville de Grasse.

Le montant de cet écrêtement sera d'autant plus important que l'écart de potentiel fiscal est fort.

Le volume de 2019 étant très proche de celui de 2018, les communes qui sont écrêtées peuvent prévoir une baisse de la dotation forfaitaire du même ordre que celui de 2018.

## Communes : un mode de calcul inchangé pour la dotation forfaitaire

Dotation forfaitaire N-1



Variation de la population DGF 2019 / 2018

Ecrêtement si le Potentiel fiscal/hab > 75% du potentiel fiscal moyen/hab

Ainsi pour la Ville de Grasse, le montant de l'écèlement représentait 120 K€ en 2018 ; nous partons donc sur une base équivalente pour le prélèvement de 2019.

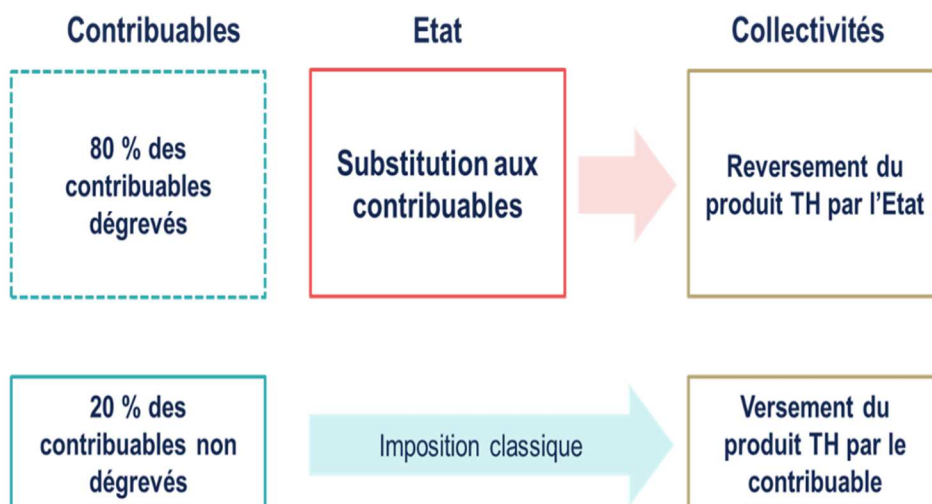
En revanche en ce qui concerne la part dynamique liée à la population, le recensement en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2019 venant de nous parvenir avec une perte d'environ 300 personnes, il convient de majorer l'écèlement de 30 K€ supplémentaires.

Cette analyse reste néanmoins provisoire puisque la loi n'est pas encore votée et que les parlementaires peuvent faire encore évoluer les montants.

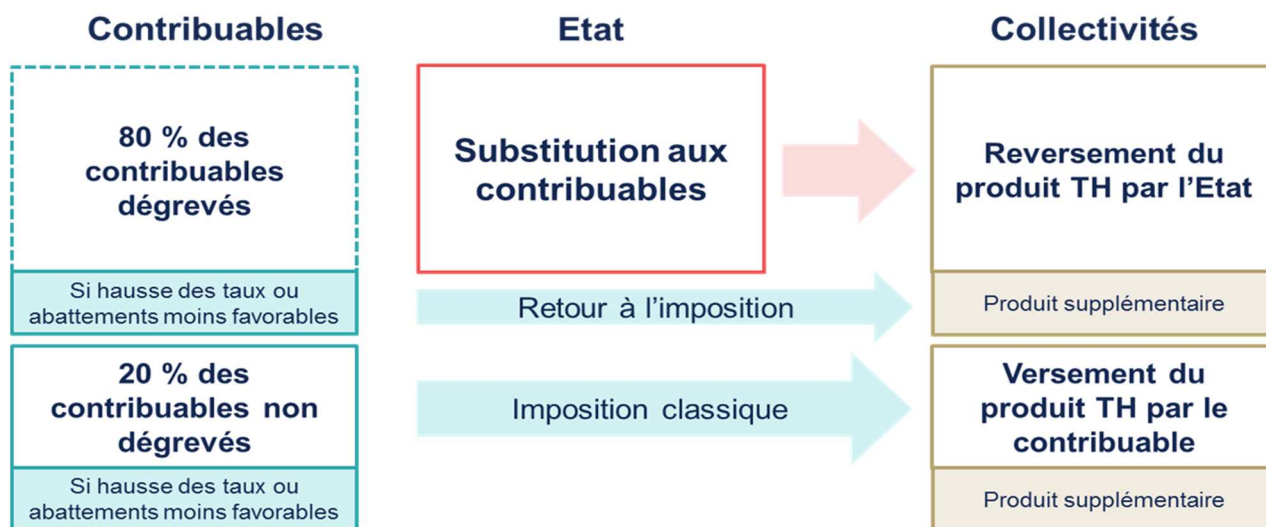
Par ailleurs, le Comité des Finances Locales décidera prochainement de la répartition du besoin d'équilibre entre les communes et les EPCI. Son arbitrage final peut donc amener à un plus fort écèlement sur les communes et inversement sur les EPCI, les montants définitifs ne pourront être connus qu'à la fin du premier trimestre.

### Les mesures du PLF 2019 et la fiscalité locale

C'est un sujet qui nous avait fortement préoccupés en 2018, l'instauration en Loi de Finances du dégrèvement de la taxe d'habitation pour 80 % des contribuables à échéance 2020, pour lesquels l'Etat se substitue...



mais pour laquelle la Commune conservait son pouvoir de taux.



Après la mise en place de ce dispositif de dégrèvement partiel en 2018, nous sommes très attentifs au projet de suppression intégrale de cette taxe d'habitation d'ici la fin du quinquennat.

Deux scénarios sont aujourd'hui envisagés afin de compenser 26,3 Mds € de perte de ressources pour le bloc communal.

Le premier évoque la mise en place d'une compensation via le transfert du taux de taxe foncière du Département combiné au transfert d'une partie d'un impôt national, le second par l'intermédiaire d'un transfert uniquement d'une partie d'un impôt national restant à déterminer.

Pour plus d'informations, il faudra attendre la loi de réforme de la fiscalité locale planifiée pour le printemps.

### Une évolution prudente des bases fiscales

Compte tenu de l'importance du produit pour la Ville et d'une conjoncture exceptionnellement incertaine quant à une réforme fiscale, il convient de rester relativement prudent dans nos estimations d'évolution des bases pour les années 2019 et 2020.

#### **Evolution des bases fiscales constatées**

Années	Base taxe d'habitation	Base taxe foncière (bâtie)	Base taxe foncière (non bâtie)
2014	79 938 582	76 975 884	612 837
2015	81 134 169	78 081 124	621 034
2016	79 938 582	76 975 884	612 837
2017	81 134 169	78 081 124	621 034
2018	82 996 961	79 973 988	614 912



Il est important de signaler que même si la Ville n'augmente pas ses taux d'imposition, les bases évoluent : d'une part sous l'effet de la revalorisation forfaitaire d'après un coefficient voté chaque année en Loi de Finances et d'autre part, sous l'effet de variations physiques : nouvelles constructions, retour à l'imposition.

### Coefficient de revalorisation des bases et inflation française

Le mode de calcul du coefficient de revalorisation annuelle des valeurs locatives a connu plusieurs modifications ces dernières années.

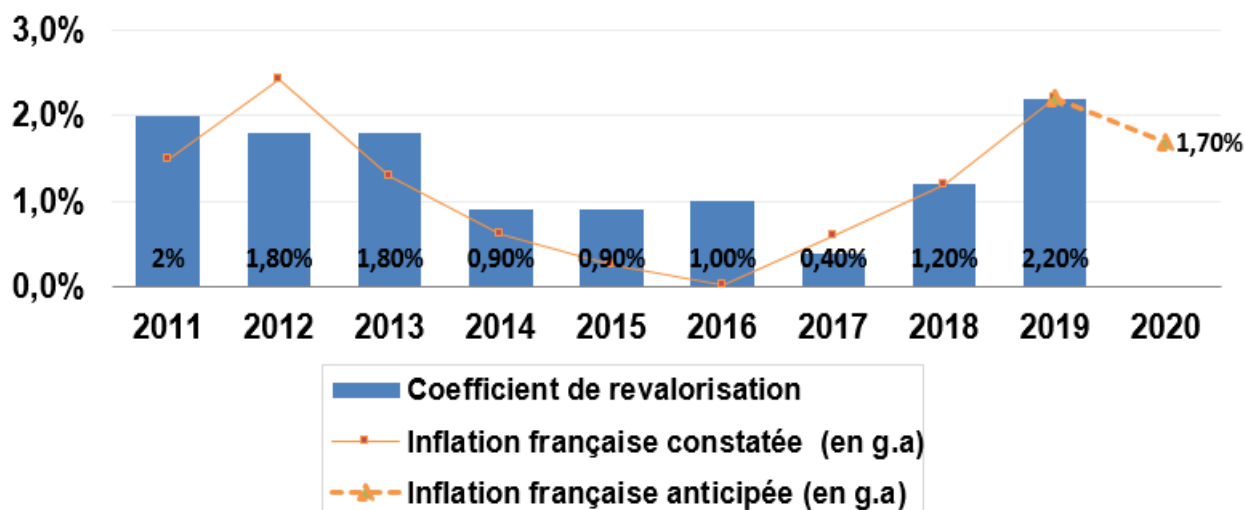
Jusqu'en 2016, le coefficient de revalorisation des bases fiscales correspondait à la prévision d'inflation française présentée dans le PLF. En 2017, le gouvernement a retenu l'inflation constatée en octobre, soit 0,4 % (ou 1,004).

L'article 99 de la Loi de Finances 2017 (article 1518 du CGI) a instauré, à compter de 2018, une mise à jour annuelle automatique des valeurs locatives des locaux d'habitation en fonction du dernier taux d'inflation constaté.

Ce taux d'inflation est donc désormais calculé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPCH) entre le mois de novembre N-1 et le mois de novembre N-2.

Ainsi, après 1,2 % en 2018, le coefficient qui sera appliqué en 2019 s'élèvera à 1,022, soit une augmentation des bases de 2,2 %.

Comparaison des coefficients de revalorisation forfaitaire adoptés en Loi de Finances



Si nous analysons les bases définitives de taxe d'habitation et taxe foncière bâti, dont les évolutions respectives ont été de 2,3 % et 2,4 % entre 2018 et 2017 pour la Ville de Grasse, les évolutions complémentaires doivent être considérées comme un enrichissement de la commune.



#### **Taxe habitation hors rôles supplémentaires**

Années	Base nette TH	Evolution base nette TH	Produit TH En K€	Evolution produit TH	Taux TH
2016	79 938 582		15 108	-0,89 %	18,9 %
2017	81 134 169	1,5 %	15 334	1,5 %	18,9 %
2018	82 996 961	2,3 %	15 686	2,3 %	18,9 %
2019	84 822 894	2,2 %	16 032	2,2 %	18,9 %
2020	86 264 936	1,7 %	16 304	1,7 %	18,9 %

Pour 2019 et 2020, nous limiterons nos évolutions à celle de la Loi de Finances pour 2019, soit 2,2 % et à celles liées aux prévisions d'inflation pour 2020, soit 1,70 %.

#### **Taxe foncière hors rôles supplémentaires**

Années	Base nette TFB	Evolution base nette TFB	Produit TFB En K€	Evolution produit TH	Taux TFB
2016	76 975 884		14 972	1.2 %	19,45 %
2017	78 081 124	1,4 %	15 187	1,4 %	19,45 %
2018	79 973 988	2,4 %	15 555	2,4 %	19,45 %
2019	81 733 416	2,2 %	15 897	2,2%	19,45 %
2020	83 122 884	1,7%	16 167	1.7 %	19,45 %

Nous alignons la progression de nos bases fiscales de taxes foncières bâti sur celles de la taxe d'habitation.

### **Le produit de la fiscalité indirecte hypothèse stable**

Nous l'avons évoqué plus haut, les effets cumulés d'un marché grassois de l'immobilier restant aujourd'hui attractif en termes de tarifs et des taux d'intérêt des prêts immobilier restant relativement bas, font que le volume du produit des taxes additionnelles a progressé de 16 % entre 2018 et 2017.

Néanmoins, les perspectives d'évolution de ce produit étant très incertaines, il convient de limiter son volume sur 2019 et 2020 au niveau de produit proche de celui de 2017 pour minimiser le risque.

Toutes les autres taxes sont maintenues stables, ces dernières subissant très peu de volatilité.

Pour information, le volume des autres taxes est composé notamment de la taxe de séjour, des taxes d'occupation du domaine public et du prélèvement sur le produit des jeux du casino.

### **Fiscalité indirecte en K€**

	2018	2019	2020
Droits de mutation	3 151	2 800	2 800
Taxe sur l'électricité	1 244	1 245	1 245
Autres taxes	277	270	270
Taxe publicité	279	280	280

### **Dotation globale de fonctionnement et mécanismes de péréquation: les évolutions à prévoir**

Même si pour la seconde année consécutive, le volume de dotation globale de fonctionnement versé par l'Etat aux collectivités ne sera pas en baisse, le volume de la Dotation Forfaitaire 2019 devrait être écrié d'un montant sensiblement équivalent à celui de 2018, soit environ 120 K€ qu'il convient de majorer de celui lié à la perte de population, soit 30 K€.

### **Dotation forfaitaire**

	2018	2019	2020
Montants en K Euros	4 630	4 480	4 430

Pour la Dotation de Solidarité Urbaine, la Ville de Grasse n'étant plus éligible depuis 2017, une garantie d'inéligibilité dégressive a été mise en place.

### **Dotation de solidarité urbaine**

	2018	2019	2020
Montants en K Euros	466	310	0

La Dotation Nationale de Péréquation comprend deux parts.

La part « principale » bénéficie aux communes satisfaisant cumulativement aux deux conditions suivantes :

- avoir un potentiel financier par habitant supérieur de 5 % au plus à la moyenne de la strate ;
- avoir un effort fiscal supérieur à la moyenne de la strate.

Les attributions sont déterminées en fonction du potentiel financier et de la population.

La part « majoration » est attribuée aux communes qui satisfont cumulativement aux trois conditions suivantes :

- être éligible à la part « principale » ;
- compter moins de 200.000 habitants ;
- avoir un potentiel fiscal relatif aux seuls « produits post-Taxe Professionnelle » par habitant inférieur de 15 % à la moyenne de la strate.

Les attributions sont déterminées en fonction des produits post-TP et de la population.

**Dans nos prévisions pour 2019 et 2020, la part majorée est conservée.**

#### **Dotation Nationale de Péréquation**

	2018	2019	2020
<b>Montants en K Euros</b>	719	712	669

#### **Les compensations fiscales**

Depuis 2009, les compensations fiscales hors taxe d'habitation servaient de variable d'ajustement à l'enveloppe normée.

Ainsi, si les crédits alloués à la péréquation verticale et notamment la Dotation Nationale de Péréquation et la Dotation de Solidarité Urbaine étaient en augmentation, ce sont les crédits liés aux compensations fiscales qui diminuaient.

La loi de Finances 2018 introduisait une modification des variables d'ajustement de l'enveloppe normée.

Pour les communes, la compensation taxes foncières n'alimentera plus l'enveloppe. En revanche, la Dotation de Compensation liée à la réforme de la taxe professionnelle devient une nouvelle variable ; elle devait dans ce sens être diminuée d'environ 15 % sur 2018 ce qui n'a pas été le cas, elle devrait néanmoins être imputée sur 2019.

Pour la taxe d'habitation, l'évolution a pu être calculée en fonction des bases définitives, qui viennent de nous être notifiées par les services de l'Etat.

#### **Allocations compensatrices**

Montants en K Euros	2018	2019	2020
<b>Exonération taxe habitation</b>	1 535	1 633	1 640
<b>Exonération taxes foncières</b>	60	60	60
<b>Réforme taxe professionnelle</b>	82	30	30

#### **Les produits des services**

Sur 2019 et 2020, ce poste de recettes sera maintenu relativement constant.

#### **Pour le remboursement sur les charges de personnel**

Ce poste est revalorisé par le remboursement des charges liées au contrats aidés et surtout au cofinancement par la DRAC du personnel recruté pour la médiathèque, dont le remboursement sur 2020 est estimé à 360 K€ correspondant au financement des postes sur 3 ans.

**Recettes réelles de fonctionnement en K€**

	2018	2019	2020
Produit des taxes directes	31 352	32 042	32 587
Rôles supplémentaires	227	200	200
Résidences secondaires	394	402	409
<b>Produit des contributions directes</b>	<b>31 973</b>	<b>32 644</b>	<b>33 196</b>
Fonds national de garantie individuel de ressources	157	157	157
<b>Fiscalité transférée</b>	<b>157</b>	<b>157</b>	<b>157</b>
Attribution de compensation (art. 7321)	15 172	15 172	15 172
Taxes pour utilisation du domaine public	82	80	80
Taxe sur les pylônes	27	27	27
Taxe sur l'électricité	1 244	1 245	1 245
Taxe de séjour	165	170	175
Prélèvement sur les produits des jeux	63	60	60
Taxes sur la publicité	279	280	280
Taxe additionnelle aux droits de mutation	3 151	2 800	2 800
<b>Impôts et taxes (chap. 73)</b>	<b>52 313</b>	<b>52 635</b>	<b>53 192</b>
DGF, dotation forfaitaire	4 630	4 480	4 430
Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale	466	310	0
Dotation nationale de péréquation	719	712	669
Dotations générales de décentralisation	286	285	285
Participations	1 532	1 550	1 560
FCTVA	81	80	80
Compensations fiscales	1 596	1 693	1 700
Dotation de compensation de la réforme de la TP	83	30	30
<b>Dotations</b>	<b>9 393</b>	<b>9 140</b>	<b>8 754</b>
Autres produits de gestion courante	1 024	1 025	1 025
Remboursements sur charges de personnel	236	280	660
Produits des services	2 575	2 600	2 600
<b>TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE</b>	<b>65 541</b>	<b>65 680</b>	<b>66 231</b>

Pour rappel, la Communauté d'Agglomération sera compétente en matière d'eaux pluviales au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ; le montant de l'attribution de compensation sera donc amené à évoluer mais neutralisé budgétairement par une diminution des dépenses équivalentes.

## **LES HYPOTHESES RETENUES EN DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Les améliorations constatées sur la plupart de nos ratios de gestion doivent se poursuivre.

Ainsi, dans nos constructions budgétaires de 2019 et 2020, nous poursuivrons notre objectif prioritaire de désendettement de façon à respecter les limites imposées par le plafond du ratio de désendettement.

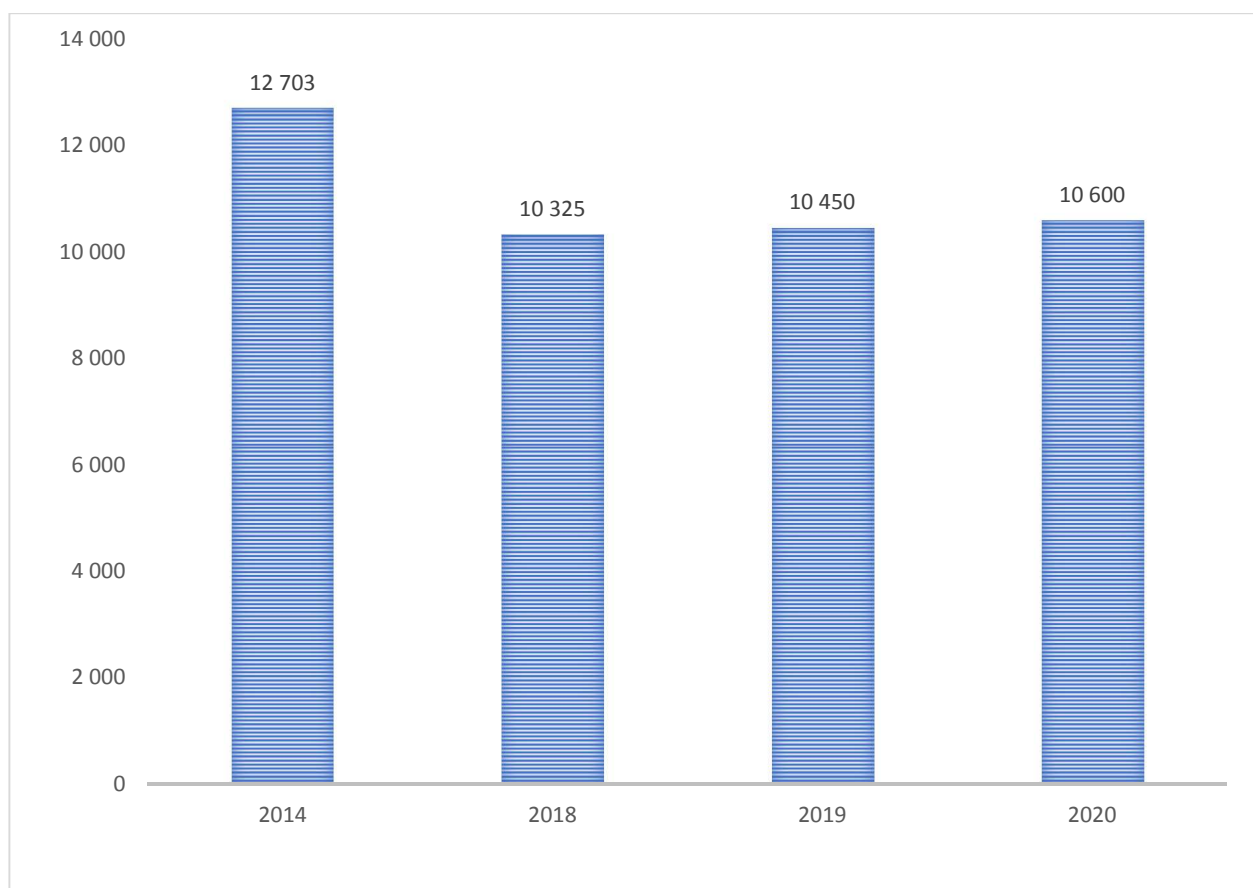
Les principales contraintes qui conditionneront les dépenses de fonctionnement seront orientées vers une relative stabilité des enveloppes dédiées au fonctionnement des services (hors Médiathèque), aux subventions de fonctionnement aux associations et à la poursuite de la diminution de nos charges financières.

Pour les postes qui vont évoluer, les charges de personnel pour une mise en adéquation avec notre politique de recrutement et enfin le CCAS qui aura notamment la gestion d'une nouvelle structure.

### **Les charges à caractère général ou fonctionnement des services**

Les économies réalisées sur ce poste de fonctionnement ont été considérables depuis 2014 par des baisses successives des enveloppes annuelles.

#### **Evolution des charges à caractère général en K€**



La Ville s'est engagée dans une réforme structurelle par un processus global de réorganisation, afin d'atteindre des objectifs majeurs en termes de rationalisation, de modernisation et d'optimisation des moyens dédiés aux services.

Au titre de la rationalisation, des ajustements ont été opérés afin de regrouper certains services et mutualiser les moyens.

En termes de modernisation, le développement de l'usage de progiciels métiers et de procédures de dématérialisation a permis d'améliorer la productivité des services.

En parallèle et dans le but d'optimiser la chaîne comptable et plus spécifiquement de normaliser et fiabiliser les procédures détaillées par étapes de traitement, une réorganisation de la direction des affaires financières a été mise en place.

La création en 2016 de pools comptables, constitués par des agents focalisés sur la tâche financière, assure la qualité des données et des traitements, ainsi que la bonne circulation des informations budgétaires et comptables entre les directeurs généraux et la direction des affaires financières.

L'objectif recherché est de centraliser l'exhaustivité des données budgétaires, de créer des modalités d'une gestion uniformisée au travers de procédures de travail et de générer des documents de synthèse et de pilotage (tableaux de bord).

Ces tableaux de bord permettent d'assurer un pilotage fin de l'exécution budgétaire par le contrôle et le suivi des objectifs formalisés.

La mise en place des contrôles budgétaires avec une répartition des enveloppes par direction générale adjointe pour amener une réflexion plus transversale, a permis ainsi de générer des économies d'échelle.

Nous considérons que les procédures d'optimisation mises en place ont atteint leurs objectifs d'économies et qu'il convient aujourd'hui de maintenir les enveloppes.

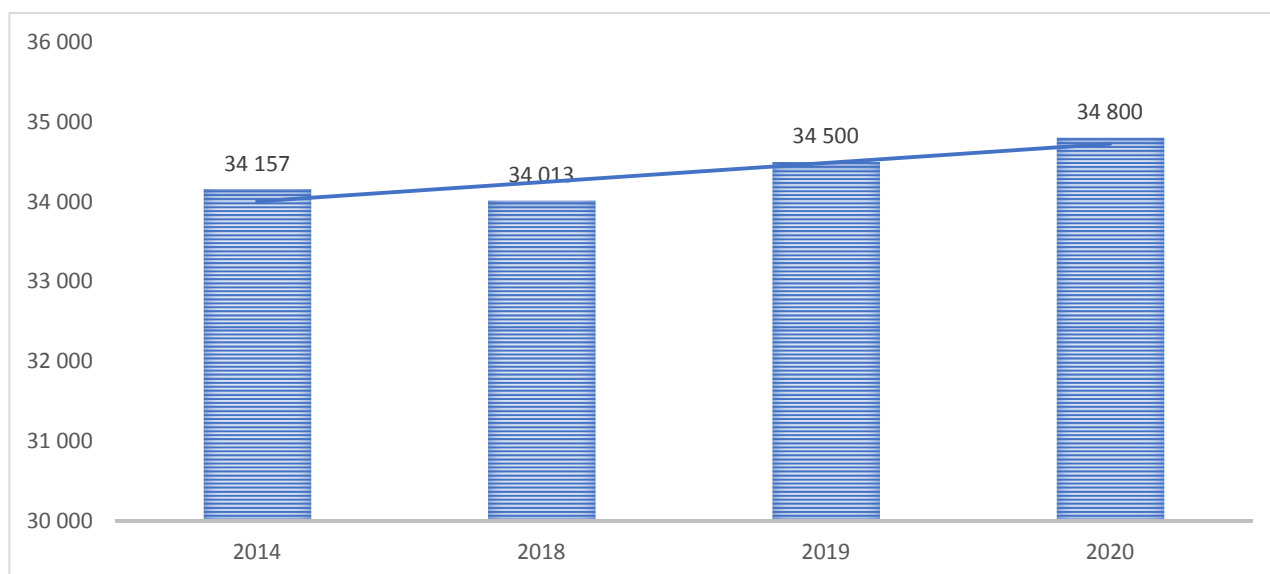
La progression du volume des charges entre 2019 et 2020 est liée à l'arrivée de la Médiathèque.

### **Les charges de personnel**

La Ville de Grasse va poursuivre ses efforts en 2019 et 2020 en limitant les recrutements par la mise en place d'une politique de mobilité interne et de mutualisation encore plus dynamique.

Cette évolution prévisionnelle des charges de personnel sera développée dans un point particulier plus loin dans le document.

### **Evolution des charges de personnel en K€**



### Les charges de gestion courante

Pour les subventions aux associations ou dans le cadre des Contrats Enfance Jeunesse et de Ville, nous souhaitons maintenir notre pacte de solidarité avec le tissu associatif et maintenir ainsi le niveau de nos participations sur la période, hors subventions exceptionnelles.

En ce qui concerne le Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours, la contribution de 2019 vient de nous parvenir et entérine une augmentation de 1,2 % entre 2018 et 2019, évolution que nous maintenons entre 2019 et 2020.

Pour l'OGEC Fénelon, cette participation étant basée sur le nombre d'élèves, nous reportons sur 2020 le montant qui vient de nous être notifié pour 2019.

Pour le Centre Communal d'Action Sociale, le montant de la subvention est réévalué avec l'arrivée de la nouvelle crèche du Mas du Collet, dont la capacité d'accueil est augmentée par rapport à l'ancienne structure de la Roque ; nous tiendrons compte également de l'augmentation de la masse salariale par le reclassement indiciaire d'une partie du personnel suite aux mesures mises en place par le gouvernement.

Enfin, les participations pour les enfants scolarisés à l'extérieur devraient diminuer par rapport aux années 2018 et 2017 puisque les conventions ont été régularisées sur ces années-là, nous partons donc pour 2019 sur une année pleine.

Détail des de dépenses (Montants en K€)	2018	2019	2020
<b>Dépenses</b>			
Subventions aux associations	1 627	1 600	1 600
Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours	3 085	3 122	3 160
Contribution syndicats intercommunaux	31	100	100
Caisse Communale d'Action Sociale	2 950	3 350	3 350
Caisse des Ecoles et Réussite Educative	60	60	60
OGEC Fénelon	377	375	375
Contrat Enfance et Jeunesse	1 304	1 304	1 304
Contrat de Ville	111	111	111
Licences et brevets	15	15	15
Participations enfants grasseois scolarisés à l'extérieur	234	180	180
Indemnités élus	520	525	530
Indemnités logements instituteurs	8	10	10
<b>Totaux des postes subventions et participations</b>	<b>10 322</b>	<b>10 752</b>	<b>10 795</b>



### **Contribution au Fonds de Péréquation ressources Communales et Intercommunales**

Lors de sa création en 2012, le FPIC avait pour vocation de redistribuer, une fois sa montée en puissance progressive achevée, 2 % des richesses fiscales du bloc communal soit environ 1,15 Md€. Après deux années de report de cet objectif pour cause de rationalisation de la carte intercommunale, le législateur a décidé de stabiliser définitivement l'enveloppe du FPIC à 1 Md€ à compter de 2018.

Néanmoins, même si l'enveloppe globale est constante, sa répartition est modifiée en fonction de l'évolution des périmètres des différentes intercommunalités.

Les montants des prélèvements sont estimés sur la base du régime dérogatoire délibéré par la Communauté d'Agglomération en 2018.

Les évolutions annuelles entre 2018, 2019 et 2020, restent des estimations sur la base des informations connues à ce jour.

FPIC	2018	2019	2020
-----	-----	-----	-----
<b>Prélèvement avec maintien du régime dérogatoire</b>	<b>330</b>	<b>335</b>	<b>345</b>

### **Prélèvement SRU**

La signature du Contrat de Mixité sociale avec l'Etat début 2016 a permis de démontrer la volonté de la commune de s'inscrire dans une dynamique volontaire de production de logements sociaux.

Dans un cadre opérationnel cohérent, le Préfet, au regard de la réalisation de près de 87 % des objectifs triennaux assignés à la commune dans le cadre de la Loi SRU, a pu lever le 20 décembre dernier l'arrêté de carence pesant sur Grasse depuis 2014.

La commune a ainsi retrouvé son droit de préemption urbain et son autonomie dans le droit des sols.

Aussi, après confirmation par les services de l'Etat de la prise en compte de la totalité de nos dépenses déductibles, la pénalité SRU devrait s'élever à environ 600 K€ en 2019.

Ce montant de prélèvement est également retenu pour l'année 2020, cependant compte tenu du montant des dépenses qui pourront être déduites, le prélèvement SRU devrait être largement minoré.

Répartition et évolution des dépenses réelles de fonctionnement en K€ :

	2018	2019	2020
<b>Charges à caractère général</b>	10 325	10 450	10 600
<b>Charges de personnel et frais assimilés</b>	34 013	34 500	34 800
Autres reversements (SRU, CCAS)	636	630	100
FPIC	330	335	345
<b>Atténuation de produit (chap. 014)</b>	966	965	445
Contingents et participations obligatoires	3 131	3 237	3 275
Subventions versées	6 663	6 980	6 980
Autres charges de gestion courante	528	535	540
<b>Autres charges de gestion courante</b>	10 322	10 752	10 795
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>	<b>55 626</b>	<b>56 667</b>	<b>56 640</b>

Entre 2018 et 2019, les dépenses de gestion courante progressent pour diminuer légèrement en 2020.

Nous poursuivons notre objectif de désendettement et les opérations de désensibilisation réalisées se traduisent dans la tendance baissière des charges financières nettes en K€ :

	2018	2019	2020
<b>Frais financiers</b>	<b>3 156</b>	<b>2 900</b>	<b>2 700</b>

Si les dépenses sont maîtrisées, les recettes de fonctionnement envisagées dans notre prospective devraient légèrement progresser.

Dans ce sens, les mouvements observés sur la section de fonctionnement impliquent une relative stabilité de nos épargnes à un niveau élevé.

**Capacité d'Autofinancement Brute en K€ définie dans le calcul du ratio d'endettement :**

	2018	2019	2020
	7 726	7 083	7 831

Pour 2019 et 2020, est comptabilisé un volume de cession foncière d'environ 230 K€, lié notamment à la cession foncière pour l'extension du groupe scolaire de Saint Mathieu.

Le remboursement du sinistre de la Médiathèque prévu en 2020 n'est pas comptabilisé.

**Remboursement capital dette K€ :**

	2018	2019	2020
	8 454	8 000	8 100

**L'épargne nette en K€ :**

	2018	2019	2020
	- 728	-917	- 269

Même si elle négative, le niveau de notre épargne nette s'améliore nettement.

**Ressources propres nettes en K€ :**

	2018	2019	2020
	2 002	2 000	2 250

Les ressources propres sont les recettes d'investissement liées aux remboursements de TVA (FCTVA), la taxe d'aménagement (ancienne taxe locale d'équipement), la dette récupérable.

**Règle d'or en K€ :**

	2018	2019	2020
	1 274	1 083	1 981

L'article 29 de la loi de Programmation des Finances Publiques prévoit le plafond du ratio de désendettement, soit le nombre d'années nécessaires au remboursement de la dette.

Même si la Ville de Grasse n'est pas concernée, le plafond que nous pouvons retenir **est de 12 ans** ; il concerne les communes dont les dépenses réelles de fonctionnement retraitées des reversements de fiscalité (budget principal) sont supérieures à 60 M€.

**Le ratio de désendettement est obtenu selon les modalités suivantes :**

Définition du ratio	Encours de dette au 31 décembre / CAF brute (en années)
Périmètre	Budget Principal
Définition de la CAF	Capacité d'autofinancement = total Recettes Réelles Fonctionnement – total Dépenses Réelles de Fonctionnement.

Ce nouveau principe vise à renforcer la vigilance des collectivités à la fois dans le suivi de leur capacité d'autofinancement brute et aussi dans celui de leur endettement. Toutefois, le législateur privilégie un calcul simple de la CAF brute, en ne retirant pas les éléments exceptionnels ou les cessions.

	2018	2019	2020
Recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement <b>en K€</b>	7 726	7 083	7 831
Endettement au 31/12 net fonds de soutien <b>en K€</b>	83 727	82 349	78 796
Ratio de désendettement	<b>10.84 ans</b>	<b>11.63 ans</b>	<b>10.06 ans</b>

## E) EVOLUTION PREVISIONNELLE ET EXECUTION DES DEPENSES DE PERSONNEL

### Situation au 31 décembre 2018

	Dépenses au 31/12/2017 en K€
Rémunération des agents titulaires	15 309
Rémunération des agents contractuels	3 184
Avantages en nature Logements	63
Nourriture	19
Véhicules	14
Heures supplémentaires	376
NBI	140
Primes	4 154
Cotisations	9 105
Assurances	297

### Effectifs au 31 décembre 2018

	A	B	C	Total
Stagiaires et titulaires	33	47	659	739
Contractuels	15	19	135	169
Emplois aidés			4	4
Vacataires			15	15
<b>Total</b>	<b>48</b>	<b>66</b>	<b>813</b>	<b>927</b>

**Evolution prévisionnelle des effectifs au 31/12/2019 :**

	A	B	C	Total
Stagiaires et titulaires	34	47	657	738
Contractuels	17	18	136	171
Emplois aidés			19	19
Vacataires			15	15
<b>Total</b>	<b>51</b>	<b>65</b>	<b>827</b>	<b>943</b>

Au 31 décembre 2018, la Ville de Grasse comptabilise 25 agents en disponibilité et 6 en congés de longue maladie (3) ou de maladie longue durée (3).

Concernant la maladie, la Ville de Grasse poursuit la mesure gouvernementale relative à la journée de carence pour les arrêts initiaux.

L'année 2019, avec l'arrivée du Directeur Général des Services mutualisé avec la Communauté d'Agglomération du pays de Grasse, s'organisera autour d'une poursuite de la refonte de l'organisation des services.

La Ville de Grasse maintient comme objectif de mutualiser les équipes, pour faire face aux contraintes liées aux budgets et à l'absentéisme.

Des efforts seront poursuivis en matière de développement de l'annualisation du temps de travail pour certains secteurs d'activités, dans l'objectif de rationaliser le recours aux heures supplémentaires, eu égard notamment aux mesures de sécurité imposées autour des manifestations et événements.

Ces efforts ont permis en 2018 de réaliser une économie substantielle de 68 000 euros par rapport à 2017 (hors élections), soit une diminution de 15,5 % sur le seul poste de dépenses des heures supplémentaires, grâce au travail de la commission de suivi des heures supplémentaires qui se réunit mensuellement.

Toutes ces actions confondues et malgré les augmentations des cotisations URSSAF, de l'augmentation de la CSG et des cotisations retraite, de l'impact du GVT (Glissement Vieillesse et Technicité), 2018 sera une année de diminution de la masse salariale d'environ 100 K€.

L'année 2019 restera très contrainte dans l'évolution de sa masse salariale à hauteur de 34 400 K€, soit 1,4 % par rapport au compte administratif prévisionnel 2018.

Cette progression de la masse salariale de la Ville de Grasse repose sur l'hypothèse du gel du point, de la poursuite du jour de carence. Elle tient aussi compte de la mise en œuvre du protocole de septembre 2015 relatif aux « parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR).

La Ville va poursuivre ses efforts en limitant notamment les recrutements et remplacements d'agents partant à la retraite, par la mise en place d'une politique de mobilité interne encore plus dynamique.

L'année 2019 verra le départ de 12 personnes à la retraite.

En ce qui concerne les prévisionnels de recrutements de 2019, ils vous sont détaillés ci-dessous :

- DGS mutualisé (financé à 50 %) ;
- chargé de mission projet cœur de ville (financé par l'Etat à hauteur de 50 % pendant 3 ans) ;
- chargé de mission City Manager ;
- deux acquéreurs pour le fonctionnement de la future médiathèque ;
- chargé de mission pour la protection des données individuelles ;
- 15 emplois aidés dit PEC (Parcours Emploi Compétences) en remplacement des départs en cours et à venir dans les services techniques principalement, dont le cofinancement est à hauteur de 50 % pour un maximum de 20 heures/semaine ;
- 7 agents verbalisateurs issus de la Régie des Parkings.

L'augmentation du nombre d'agents prévisionnels au 31 décembre 2019 sera, sous réserve de la confirmation de chacun des recrutements et des départs, à 943 agents, soit 16 postes supplémentaires.

2019 sera aussi l'année au cours de laquelle nos efforts se porteront sur la gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC) autour de la redéfinition de projets de services qui se déclineront en projets individuels de formation, qui eux-mêmes induiront une redéfinition des fiches de postes et de fonctions.

En résumé, la gestion dynamique de la masse salariale est un exercice complexe qui intègre le résultat de mesures décidées par la collectivité mais aussi, les nombreuses et lourdes conséquences de celles édictées au niveau du gouvernement.

Pour autant, la Ville annonce des objectifs volontaristes, notamment en ce qui concerne l'optimisation de ses méthodes de travail.

Effectifs prévisionnels et perspective au 31 décembre 2020 :

	A	B	C	Total
Stagiaires et titulaires	35	47	657	739
Contractuels	17	19	136	172
Emplois aidés			19	19
Vacataires			15	15
<b>Total</b>	<b>52</b>	<b>66</b>	<b>827</b>	<b>945</b>

Cette prospective est basée sur les hypothèses suivantes :

- 1) Le départ en retraite d'un agent se définit par un nombre de trimestres de cotisations d'une part et par un âge compris dans une fourchette variant de 62 ans à 67 ans d'autre part. Les estimations ne prennent en compte que les départs d'agents qui auront atteint l'âge maximum pour faire valoir leur droit à la retraite, soit 67 ans.  
A ce jour seuls un cadre A et un cadre B sont concernés.  
Pour les départs avant l'âge maximum, nous ne disposons d'aucune demande de départ en retraite à l'échéance de 2020.
- 2) Sur les 17 départs estimés au 31 décembre 2020, 13 devront être remplacés pour nécessité de service, car les agents concernés sont soit au service de la vie scolaire, soit aux services techniques. Le taux de non remplacement est de 25 % soit 1 poste sur 4 non remplacé.
- 3) Maintien dans les effectifs d'un nombre constant de 19 emplois aidés.
- 4) Cette prospective intègre le recrutement de 8 agents, nécessaires au fonctionnement de la future médiathèque. Ces agents seront pour 2 d'entre eux en catégorie A, 2 en catégorie B et 4 en catégorie C. 4 de ces postes seront financés par la DRAC à hauteur de 80 % pendant 5 ans avec un versement global pour les 3 premières années, ce qui neutralisera le coût pour la collectivité sur 2020.
- 5) Cette estimation ne tient pas compte des éventuelles réformes concernant les retraites.

**F) CADRE PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT BUDGET PRINCIPAL 2019 - 2020**

Ce cadre budgétaire pluriannuel privilégie la poursuite du désendettement.

CADRE BUDGETAIRE INVESTISSEMENT 2019-2020			
DEPENSES		RECETTES	
-			
PLAN PLURIANNUEL INVESTISSEMENT	24 789	CESSIONS FONCIERES	230
		AMENDES DE POLICE	500
TRAVAUX PERILS	600	FCTVA	2 800
		TAXES AMENAGEMENT	1 000
REMBOURSEMENT CAPITAL DETTE	16 100	CREANCES	500
		EPARGNE FONCTIONNEMENT	19 184
		SUBVENTIONS	5 757
		REMBOURSEMENTS PERILS	600
		RESULTAT REPORTE	993
		EMPRUNT	9 925
TOTAL	41 489	TOTAL	41 489

EMPRUNT PREVISIONNEL : 9 925

REMBOURSEMENT EN CAPITAL SUR LA PERIODE : 16 100

DESENETTEMENT BRUT PREVISIONNEL SUR LA PERIODE : 6 175

ENCOURS DE DETTE PREVISIONNEL FIN DE PERIODE : 78 796 NET DU FONDS DE SOUTIEN



## PLAN PLURIANNUEL INVESTISSEMENT 2019-2020

Détail des dépenses en K€ les crédits de paiement étant prévisionnels :

	2019	2020	Total
<b><u>RENOUVELLEMENT EQUIPEMENTS</u></b>			
PLAN MULTIMEDIA ECOLES	50	50	100
EQUIPEMENT DES SERVICES	370	220	590
BATIMENTS COMMUNAUX	40	35	75
MOBILIER ET SIGNALISATION URBAINS	150	130	280
MATERIEL SERVICES TECHNIQUES	75	115	190
PARC AUTOMOBILE	355	300	655
<b><u>RENOUVELLEMENT SUPERSTRUCTURES</u></b>			
PALAIS EPISCOPAL	385	385	770
ARCHE ET JARDIN DES ORANGERS	78		78
CATHEDRALE	85	293	378
PLAN RENOVATION CHAPELLE	55	60	115
MUSEES	73		73
MOULIN FONT LAUGIERE/ PORTE NEUVE	19		19
FACADE VILLA GUERIN	105		105
CAMPUS UNIVERSITAIRE ANCIEN PALAIS DE JUSTICE	130	1 400	1 530
MAISSON DES ASSOCIATIONS	150		150
GROS ENTRETIEN ET EXTENSION ECOLES ET CRECHES	500	813	1 313
RENOVATION BATIMENTS COMMUNAUX	285	160	445
ETUDE DE FAISABILITE BATIMENTS	20	20	40
GROS ENTRETIEN BATIMENTS	170	170	340
SECURITE INCENDIE BATIMENTS	80	509	589
ETUDES RENOVATIONS ENERGETIQUES	70		70
GROS ENTRETIEN CHAUDIERES	40	20	60
<b><u>RENOUVELLEMENT INFRASTRUCTURES</u></b>			
ACQUISITIONS FONCIERES	210	250	460
PLAN FONTAINES ET LAVOIRS	20	20	40
REQUALIFICATION BOULEVARD CROUET	80		80
CONFORTEMENT BOULEVARD ALBERT 1 <sup>er</sup>	50		50
RALENTISSEUR BOULEVARD ALICE DE ROTHSCHILD	12		12

VOIRIE CHEMIN DES ROUMIOUX		45	45
VOIRIES BLUMENTHAL, ST LAURENT ET ST EXUPERY	93	70	163
CONFORTEMENT PAROI CHEMIN DES PAROIRS	76		76
CONFORTEMENT IMPASSE DE LA LAUVE	5	65	70
REQUALIFICATION VOIRIES POURAQUE ET GRILLON	15	140	155
VOIRIES ORME ST MARC, BRASSAURIS ET CAUVIN	38	50	88
VOIRIE CHEMIN DES GROULES PLASCASSIER	70		70
CHEMIN DU GRAND CHENE ET ALAMBIC		93	93
VOIRIES SIDI BRAHIM, CHASSEURS ALPINS ET TRAVERSE PHAROS	23	60	83
REFECTION CHAUSSEES DE LATTRE DE TASSIGNY ET POMPIDOU	50	650	700
VOIRIES BOULEVARD ESTRAMOUSSE ET BASSES RIBES	11	50	61
VOIRIES CHENES, CHEVREFEUILLES, DEVOLUY ET RAYBAUD	32	200	232
VOIRIE CHEMIN DES PRES SAINTE ANNE	41	100	141
GROS ENTRETIEN VOIRIE	123	100	223
HORODATEURS	10	10	20
RESEAUX ELECTRIQUES ET ECLAIRAGE PUBLIC	49		49
PELOUSE SYNTHETIQUE STADE DE LA PAOUTE	23		23
CIMETIERES DE SAINTE BRIGITTE ET ROUMIGUIERES	135	84	219
JARDIN DES PLANTES	60	280	340
ESPACES VERTS ET AIRES DE JEUX	60	20	80
RESEAUX EAUX PLUVIALES	136	100	236
RESEAU DEFENSE INCENDIE	50	30	80
VIDEO PROTECTION	150	100	250
<b><u>RENOUVELLEMENT URBAIN</u></b>			
FACADES ET PARTIES COMMUNES	150	150	300
ETUDES D'AMENAGEMENT	70	100	170
CONSTRUCTION MEDIATHEQUE	5 008	2 700	7 708
EQUIPEMENT MEDIATHEQUE	850	1 570	2 420
ESPACES PUBLICS ROUACHIER ET VERCUEIL	500	1 500	2 000
ETUDE URBAINE PONTET/ LA ROQUE	32	12	44
FRESQUE VOIE DESENCLAVEMENT		43	43
<b>TOTAL</b>	<b>11 517</b>	<b>13 272</b>	<b>24 789</b>

Le plan pluriannuel d'investissement 2019-2020 représente un montant global de dépenses d'équipement de **24 789 K€**.

Les volumes inscrits sont en adéquation avec notre capacité de financement et notre objectif prioritaire de désendettement.

Le poste « autres dépenses » comprend notamment les périls, pour lesquels Monsieur le Maire a le pouvoir de police, pour **600 K€**.

Le remboursement en capital de la dette correspond à l'amortissement des emprunts qui constituent notre encours, agrégé de l'amortissement des emprunts prévus dans notre programmation, s'établissant ainsi à **16 100 K€**.

Il est important de noter que dans notre profil de dette, le remboursement en capital a progressé de manière continue jusqu'en 2018, ce qui a favorisé notre désendettement. L'année 2019 marque néanmoins la fin de cette progression puisque ce remboursement diminue d'environ **500 K€**.

### **Détail du financement de l'investissement**

Pour 2019 et 2020, est comptabilisé un volume de cession foncière d'environ 230 K€, lié notamment à la cession foncière pour l'extension du groupe scolaire de Saint Mathieu.

Le poste « subventions » est composé des participations des partenaires liées aux opérations d'équipement.

Les principales participations concernent les opérations de restauration du patrimoine (Palais Episcopal, Cathédrale et certains bâtiments culturels), la restauration de l'ancien Palais de Justice, l'extension du groupe scolaire de Saint Mathieu et les subventions liées au Plan de Renouvellement Urbain.

Les financements de l'Etat sont principalement ceux de la Direction Régionale des Affaires Culturelles et la Dotation de Soutien à l'Investissement Local ; les financements de la Région sont obtenus à travers le Contrat Régional d'Equilibre Territorial ainsi que le Fonds Régional d'Aide au Développement des Territoires ; les financements du Département, excepté les subventions du Projet de Renouvellement Urbain, concernent le droit commun.

Le volume global des participations institutionnelles est estimé à **5.757 K€** sur la période.

Le produit des amendes de police est anticipé à **350 K€** pour 2019 ; en 2020, le volume est réduit à **150 K€** puisque les amendes de police liées au stationnement de surface ont été supprimées en 2018.

Le remboursement par les propriétaires défaillants des travaux réalisés par la Ville sur les immeubles en péril à hauteur de **600 K€** correspond au volume des inscriptions en dépenses.

### **L'autofinancement et les ressources propres**

L'épargne dégagée par la section de fonctionnement est anticipée sur la période à un volume de **19 184K€**.

Elle tient compte des épargnes prévisionnelles dégagées des années 2019 et 2020 et du remboursement de l'assurance du sinistre de la Médiathèque estimé à **4 500 K€**.

Le FCTVA d'environ **2 800 K€**, qui est une recette directement liée à la récupération de la TVA sur les investissements réalisés l'année N-2.

La taxe d'aménagement soit **1 000 K€** et les créances liées au remboursement des emprunts par la CAPG suite aux différentes compétences transférées, soit **500 K€** (Musée International de la Parfumerie, escrime et tourisme).

**L'emprunt prévisionnel est plafonné à moins de 10 M€ sur la période. Il correspond à un objectif volontariste de désendettement, soit 78 796 K€ au 31 décembre 2020 net du fonds de soutien, qu'il convient de comparer aux 89 432 K€ du 31 décembre 2014, soit une baisse de notre endettement d'environ 12 %.**

## **G) LES ACTIONS ET PROJETS MENES DANS LE CADRE DE NOS ORIENTATIONS BUDGETAIRES**

### **LA POLITIQUE DE RENOUVELLEMENT URBAIN**

La mise en œuvre du Projet de Renouvellement Urbain des quartiers Porte Est et Gare restera pour l'année 2019 la pierre angulaire des actions de la Ville de Grasse.

L'enjeu de cet ambitieux Projet est de réussir la reconversion durable de ces quartiers en difficulté, pour les replacer dans une dynamique de développement équilibré et ainsi recréer un centre historique de grande qualité patrimoniale et contribuer, au final, à l'attractivité de la Ville de Grasse.

Toutes les opérations liées au Projet de Renouvellement Urbain sont à ce jour soit dans une phase opérationnelle, soit achevées.

Ainsi, au titre du budget d'investissement 2019, près de **6 390 K€** seront consacrés à la réalisation de deux opérations majeures pilotées directement par la Ville de Grasse dans le cadre du Projet de Renouvellement Urbain : la construction de la Médiathèque et la requalification des places Caporal Jean Vercueil, Morel, Rouachier et Four neuf. La Médiathèque, tout d'abord, répond à l'exigence d'implanter un équipement structurant majeur d'un rayonnement intercommunal dans un secteur dégradé, enclavé et socialement défavorisé.

Elle a pour objectifs :

- De satisfaire aux besoins de la population locale, du point de vue social, culturel et économique ;
- De drainer une population extérieure et créer des flux de circulation piétonne ;
- De contribuer la requalification du bâti là où les interventions privées ont montré leur limite ;
- De mettre en valeur le patrimoine grassois.

Après les effondrements survenus en novembre 2015, le chantier de la construction de la Médiathèque a redémarré en août 2016 par la réalisation d'une part de travaux de sécurisation des immeubles 47 et 49 rue Droite et d'autre part de travaux de confortements structurels des immeubles 3, 5 et 7 rue Charles Nègre.

En 2017 et 2018, les travaux de gros œuvre liés à la réhabilitation des bâtiments confortés et à la construction neuve de la Médiathèque ont avancé rapidement. Les travaux de reconstruction des bâtiments 47 et 49 rue Droite ont également débuté.

Pour 2019, les aménagements intérieurs démarreront ainsi que l'habillage des façades extérieures de la Médiathèque. L'ensemble de ces travaux, à l'exception des bâtiments 47 et 49 rue Droite, seront achevés au cours de cette année 2019, avec un objectif d'ouverture au public au début de l'année 2020.

Concernant la requalification des places publiques attenantes à la Médiathèque, le projet retenu par la Ville de Grasse est un aménagement urbain composé de dédale de dalles, de marches, de bassins, de gradins, de mini jardins, avec une fonction indéfinie, qui lui permettra d'être à la fois :

- un grand escalier dont les marches larges permettent une ascension agréable ;
- des gradins où s'installer pour contempler, attendre, lire, regarder une projection sur la façade de la médiathèque, se reposer à tout moment ;
- un lieu de découverte des jardins de senteur et des plantes d'autrefois ;
- une fontaine, où l'on a le droit de prendre le frais, les pieds dans l'eau, où l'on écoute de l'eau dégringolant ;
- une aire de jeux faite pour ceux qui militent pour le droit à l'intrépidité.

La place Morel sera conçue autour d'une ambiance de village : le lieu du bar, du jeu de boules, des retrouvailles en soirée, mais qui peut être aussi le lieu d'exposition et de culture. Le Rouachier sera le lieu charnière, la pièce maîtresse de l'aménagement.

Le Réservoir et la place du Four Neuf serviront à mettre en scène la Médiathèque par une place très calme dans sa conception, qui reflètera l'avancée en porte-à-faux de l'étage et qui permettra un accès facile à la passerelle.

Enfin, la place Caporal Jean Vercueil accueillera les espaces logistique et sécurité de la Médiathèque.

Le réaménagement complet de cet îlot d'habitat débutera à l'été 2019, pour s'achever au début de l'année 2020.

Les recettes afférentes à chacune des opérations du PRU font l'objet de subventionnement des différents partenaires, conformément à la maquette financière ; à titre indicatif le montant inscrit sur 2019 est d'environ **2 035 K€** euros.

## LA POLITIQUE SECURITAIRE

L'année 2018 a été marquée par la fin des travaux d'aménagement et de fait l'ouverture du nouveau poste de Police Municipale de la Ville, sis boulevard Fragonard.

Ce nouvel équipement sécuritaire permet aujourd'hui d'accueillir l'ensemble des personnels de la Police Municipale dans des locaux rénovés, modernes, fonctionnels et adaptés à l'accueil des personnes à mobilité réduite.

Ce poste de Police Municipale a été complété par l'aménagement de locaux de logistique dans l'immeuble 8 place César Ossola et par la création d'un point d'îlotage rue de la Pouost, afin de pérenniser une présence physique au cœur du centre historique.

Outre l'accueil bâtementaire entièrement rénové, la Police Municipale a également été dotée en 2018 de deux nouveaux véhicules de type Mégane Estate afin d'améliorer la rapidité des interventions.

En 2019, la Police municipale recevra en plus 2 nouvelles motos de type Yamaha Tracer 900.

L'enveloppe du parc automobile dévolue à ces équipements est de **25 K€** pour 2019.

Par ailleurs, le dispositif de vidéo surveillance a fait l'objet d'un fort développement ces dernières années pour atteindre aujourd'hui un dispositif de 80 caméras. Notre volonté est d'aujourd'hui de poursuivre son déploiement par une extension dans les quartiers notamment.

Cette extension sera corrélée avec celle de la fibre, afin d'une part de réaliser des économies sur les frais de communication et d'autre part d'optimiser la qualité des images qui sont amenées à être enregistrées.

Le plan de déploiement fera l'objet d'une concertation avec les services de la Préfecture et de la Police Nationale pour validation.

Un budget global de **250 K€** est affecté à l'opération dont **150 K€** en 2019.

## LA POLITIQUE D'AMELIORATION DU CADRE DE VIE

Les espaces publics sont des éléments essentiels du cadre de vie au sein de la Ville de Grasse. Définissant l'image de notre ville, les places, les avenues, les boulevards et les jardins structurent la ville. Par leurs tracés, la qualité de leurs traitements, de nombreux espaces publics font partie intégrante du patrimoine urbain grassois et appartiennent à l'identité de la ville.

Cette politique, menée par la Ville de Grasse, doit donc contribuer à améliorer le cadre de vie urbain pour que les places, les cheminements, les jardins et l'ensemble des lieux publics constituent de réels espaces à vivre.

En 2016, le boulevard Fragonard a fait l'objet d'une première phase de requalification avec l'opération de reprise des escaliers, de la traversée piétonne du Cours Honoré Cresp et la réfection du revêtement de chaussée depuis le boulevard Carnot jusqu'au Palais des Congrès.

Ces premières opérations de revalorisation du centre-ville de Grasse ont été complétées en 2017 par l'effacement des réseaux électriques de la partie supérieure du boulevard Victor Hugo, ainsi que la réfection du revêtement de chaussée.

La fontaine du Palais des Congrès a quant à elle fait l'objet d'une attention toute particulière afin de lui redonner l'éclat qu'elle mérite du fait de son positionnement extrêmement stratégique. La sculpture centrale, créée par M. CAZES, et symbolisant la tradition du terroir avec la représentation de la rose, l'œillet, la tubéreuse et le jasmin, a été entièrement restaurée. Un nouveau flacon de parfum est, enfin, venu habiller cet œuvre.

La 2<sup>ème</sup> phase de la rénovation du Jardin des Plantes, réalisée en 2017, a permis de compléter ce projet de revalorisation du centre-ville avec notamment la sécurisation du site par la mise en place d'une clôture périphérique en fer forgé, le réaménagement piétonnier des circulations intérieures au jardin, la mise en place d'une pergola, la création d'un amphithéâtre de verdure et la mise en place de nouvelles plantations.

La dernière phase de la rénovation démarrera à compter du mois d'octobre 2019, avec un budget global de **340 K€** sur les deux années de programmation.

Elle portera sur le déplacement du monument en l'honneur de Jean Ossola, la rénovation de l'aire de jeux, l'extension des espaces engazonnés dédiés à la détente et l'aménagement d'une fontaine sèche équipée d'un système de brumisation. Un projet de mise en lumière de l'ensemble du jardin est également à l'étude.

A terme, un nouveau sanitaire public sera créé sur le site du Jardin des Plantes.

Enfin, la dernière opération emblématique menée en 2017 aura été la requalification de l'avenue Thiers, sise en entrée Est de la ville.

A travers cette opération symbolique, la Ville aura réussi à marquer de son empreinte ses nouvelles intentions urbaines : recréer un lieu de vie de grande qualité à destination de ses habitants et des touristes, conserver l'identité forte et inimitable de Grasse, retrouver une flore endémique et historique pour la ville et créer des aménagements originaux, en composant avec le respect des traditions d'une part et une nécessité de modernité d'autre part.

Pour l'année 2018, la Ville de Grasse a poursuivi son programme de requalification de voirie avec la livraison de deux opérations majeures.

La requalification de la rue Mirabeau a été la première en 2018. Elle a fait l'objet de travaux d'enfouissement des réseaux électriques, de renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement et la réfection de tout le revêtement de chaussée. Elle constitue la première pierre d'une opération globale de restauration de ce secteur du centre historique de Grasse, car elle a été suivie de plusieurs opérations de réfection des façades, dont notamment celle du bâtiment Hugues Aîné, qui sera livrée au début de l'année 2019.

Le deuxième projet d'envergure de la politique d'amélioration du cadre de vie en 2018 a été la requalification de l'avenue du Général de Gaulle. Véritable entrée de ville Nord, cette avenue a été intégralement rénovée : l'ensemble des réseaux urbains ont été renouvelés, le mobilier d'éclairage public a été modernisé et le revêtement de chaussée a été remis à neuf.

En 2019, un programme très complet de requalification de chaussée verra le jour. Ce dernier comprendra notamment les opérations suivantes :

- Rénovation du boulevard Crouët,
- Sécurisation des avenues Saint Laurent et Saint Exupéry,
- Réfection de la chaussée du chemin de Blumenthal,
- Réfection de la chaussée du chemin de la Pouraïque,
- Requalification de l'espace public devant les commerces et les copropriétés rue des Grillons,
- Rénovation de la traverse Rose de mai et du chemin des Groulles,
- Réfection de la chaussée du chemin du Grand Chêne,

- Rénovation de toute l'avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny et de l'avenue Georges Pompidou,
- Reprise partielle de la chaussée de l'avenue Sidi Brahim,
- Réfection de la chaussée des chemins des Chênes et des Chèvrefeuilles.

Le budget consacré à cette politique sur 2019 s'élèvera à **1 260 K€**.

## **LA POLITIQUE D'EAUX PLUVIALES**

En 2017, la Ville s'est engagée dans une étude globale et structurante qui a pour finalité d'aboutir à un Schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales. Les objectifs poursuivis par la Ville sont :

- Lutter contre les inondations et la pollution des eaux pluviales,
- Identifier les perspectives d'aménagement urbain eu égard aux contraintes d'assainissement et notamment les risques de ruissellement et d'inondation, la conservation de la biodiversité et les risques de pollution,
- Etablir un zonage des eaux pluviales.

Dans cette attente, la Ville poursuivra néanmoins en 2019 la mise en œuvre de son programme actuel d'amélioration de son système d'assainissement, visant notamment à réduire les inondations en milieu urbain.

Ainsi, près de **135 K€** seront consacrés en investissement au renouvellement et à l'extension de ses réseaux. Les principales opérations seront la réfection du réseau de la rue du Palais de Justice, renouvellement du réseau chemin des Groulles et engagement des études pour le traitement de la continuité hydraulique du vallon des Parettes (en liaison avec le SMIAGE).

## **LA POLITIQUE DE GESTION DES BÂTIMENTS COMMUNAUX**

La politique poursuivie par la Ville en matière de gestion des bâtiments communaux revêt un enjeu majeur dans le cadre de la modernisation de ses services. Elle participe en effet à l'augmentation de sa performance et contribue, par une rationalisation du parc immobilier communal, à la maîtrise des finances communales. Elle est un des vecteurs principaux pour retrouver des marges de manœuvre financières.

Consciente de cet enjeu, la Ville a défini une stratégie patrimoniale qui vise plusieurs objectifs ambitieux :

- Un parc immobilier moins onéreux et mieux adapté aux missions de service public,
- L'optimisation des implantations et de l'occupation des sites,
- La réduction du parc immobilier,
- L'aménagement plus rationnel des espaces,
- L'amélioration de l'entretien des bâtiments,
- L'amélioration de la qualité environnementale et de l'intégration sociale (accessibilité aux personnes handicapées),
- La mise aux normes sécurité-incendie des établissements recevant du public.

Le programme de mise en conformité des établissements recevant du public (ERP) restera en 2019 une priorité pour la Ville, afin de garantir à tous les Grassois des locaux les plus sécurisés possible. Ce programme s'établira en étroite collaboration avec la commission communale de sécurité.

Mais la Ville a également la volonté de s'impliquer en matière environnementale et sociale.

Dans le prolongement de l'Agenda 21, en cours d'élaboration, la politique de rénovation et d'entretien des bâtiments communaux intégrera donc systématiquement les préoccupations environnementales dans ses opérations, afin de réduire les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre.

Ainsi, pour satisfaire ses objectifs environnementaux, la Ville a souscrit des contrats de fourniture d'énergie électrique 100 % verte, c'est-à-dire d'énergie issue d'approvisionnement 100 % renouvelable.

En 2019, la Ville poursuivra ses investissements pour l'amélioration de l'efficacité des systèmes de production, de distribution et de régulation du chauffage à travers son Contrat de performance énergétique.

Ainsi, une étude visant la rénovation énergétique des 23 groupes scolaires et des crèches sera achevée en 2019, en partenariat avec l'ADEME, afin d'élaborer un schéma directeur de travaux prioritaires à réaliser pour réduire de manière significative les consommations énergétiques.

Enfin, la Ville continuera ses études pour la mise aux normes de ses bâtiments, afin de permettre une participation effective et entière de toutes les personnes handicapées à la vie sociale.

L'année 2018 a été marquée par la réhabilitation du Mas du Collet. Ce mas provençal, sis dans le quartier du Plan de Grasse, est un site emblématique de ce hameau. Grâce à cette opération, la Ville a œuvré pour rétablir une cohérence dans ce quartier à travers un regroupement de services municipaux et un réaménagement de ce site. Le Mas du Collet est devenu ainsi un véritable cœur de vie.

En 2019, la Ville engagera la réfection de la façade principale de la Villa Guérin qui accueille le CCAS, la rénovation du bâtiment de la Bourse du Travail sis Rue Gazan, la réparation des sinistres de la crèche du Peyrard et la remise en état de la Villa Fragonard.

L'accent sera également mis sur la sécurisation et la rénovation des bâtiments accueillant les agents municipaux. Deux opérations principales se réaliseront : la réfection de la couverture de l'atelier du service des Sports au stade Perdigon et la réfection de la couverture du local de Proximité au service du PIL à la Marigarde.

Au total, plus de **1 300 K€** euros seront consacrés en 2019 à la politique de gestion des bâtiments communaux.

## **LA POLITIQUE DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION**

La modernisation de l'administration communale poursuit plusieurs objectifs.

Elle cherche à améliorer l'organisation et le fonctionnement de l'administration et ainsi l'efficacité de l'action administrative et la qualité de la gestion publique.

Elle cherche également à améliorer les relations entre l'administration et les Grassois et donc le service rendu aux citoyens.

Elle cherche enfin à optimiser les organisations afin d'économiser les deniers publics.

Les actions prioritaires prévues en 2019 concernent la poursuite de la modernisation par la simplification de l'action administrative et l'accélération de la transition numérique.

De nouveaux outils métiers de professionnalisation ont d'ores et déjà été installés et mis en service notamment pour le SPANC en 2017.

En 2018, le logiciel de gestion des services techniques dénommé AGAPE a été mis en service pour la gestion technique des bâtiments communaux, pour la gestion des fluides des bâtiments, pour la gestion des stocks du magasin de fourniture destiné aux bâtiments, pour le suivi technique des commissions de sécurité ainsi que pour les interventions réalisées par les équipes de régie des Ateliers bâtiments.

Ce logiciel permet aujourd'hui d'améliorer et de partager la connaissance, de disposer d'indicateurs de gestion et de performance et, à terme, d'optimiser les processus et les moyens de gestion.

En 2019, l'utilisation du logiciel AGAPE sera étendue aux besoins du service Foncier et du service des Espaces Verts.



Enfin, dans le but de développer les moyens d'action et de fait l'efficacité des agents, une enveloppe de 355 K€ sera investie en 2019 pour le renouvellement des véhicules techniques et légers. La Ville se dotera ainsi de 12 nouveaux véhicules dont 5 camions-bennes 3,5 tonnes neufs, 2 fourgons de 6 m<sup>3</sup> neufs, 3 fourgonnettes neuves et 2 motos.

## LA POLITIQUE D'EDUCATION

La Politique d'Education fera encore l'objet d'une attention extrême au cours de l'année 2019. Deux mots symboliseront l'action de la Ville : Sécurité et Qualité.

Le « niveau alerte attentat » étant toujours en vigueur dans le département des Alpes-Maritimes, une vigilance maximale sur les 23 groupes scolaires et les crèches sera maintenue.

Aussi, pour répondre aux inquiétudes légitimes de nombreux parents d'élèves et des enseignants, la Ville de Grasse a engagé en 2017 un Plan spécifique, pour renforcer la sécurité des élèves et des personnels dans et aux abords des écoles et des crèches.

Ce Plan comprenait la mise en place d'équipements d'alerte et de dispositifs de contrôle des accès aux entrées principales des écoles et des crèches et le renforcement de la sécurité par la généralisation de caméras de vidéo-protection. De plus, et afin d'éviter toute intrusion, la Ville a renforcé dans un second temps les clôtures sur l'ensemble des écoles et des crèches, en rehaussant les grilles à une hauteur de 2 mètres.

L'ensemble de ce Plan sécurité des écoles a été mis en œuvre au cours des années 2017 et 2018. Il est à présent entièrement réalisé.

Le Plan de rénovation des écoles, quant à lui, se poursuivra en 2019. Pour mémoire, les objectifs de ce Plan sont les suivants : améliorer les conditions de travail, adapter les locaux aux nouvelles pratiques éducatives, rendre les espaces plus fonctionnels, créer de réels lieux de détente et apporter de la convivialité aux espaces de restauration.

Ainsi, afin d'améliorer les conditions d'éducation et d'offrir des lieux d'enseignement de qualité, il sera engagé une nouvelle opération visant à étendre et à restructurer partiellement le groupe scolaire de Saint Mathieu. Les objectifs fonctionnels de cette opération sont les suivants : la construction d'un nouvel espace de restauration de type self-service, la création d'une nouvelle salle de classe et d'une nouvelle salle polyvalente pour les primaires, l'extension de la cour de récréation destinée aux élèves des classes primaires. La livraison de ces travaux se fera à la fin de l'année 2020.

Les crédits dévolus aux travaux dans les groupes scolaires seront de plus de **500 K€** en 2019.

La rentrée scolaire de septembre 2019 se fera sur les **inscriptions de la nouvelle carte scolaire** votée en Conseil municipal. Les enfants nouvellement scolarisés devraient mieux se répartir dans nos écoles grassoises. Les commissions d'attribution des places et des demandes de dérogation en lien avec l'Education Nationale continueront de se réunir en toute transparence.

Afin de continuer à travailler en synergie avec les professeurs de nos écoles, nos directeurs et l'Inspection d'académie, **une charte sur le travail des Atsem** dans nos maternelles va être signée conjointement par la Ville et l'Académie, et **un livret d'accueil** pour les nouveaux directeurs sur notre territoire va être élaboré afin que chaque école connaisse bien le fonctionnement de l'administration pour plus de réactivité et d'efficacité pour le bien-être de nos enfants.

Concernant les outils pédagogiques dont ont besoin les enfants de nos écoles élémentaires, voyant l'évolution des supports numériques de l'éducation nationale, la Commune a décidé de relancer un plan multimédia sur les écoles élémentaires de la Commune, pour un montant de **280 K€** sur 5 ans, dont **100 K€** entre 2019 et 2020.

Ce plan multimédia remplacera les TBI obsolètes et positionnera dans les classes des professeurs qui le souhaitent un ordinateur, un vidéoprojecteur, un écran de projection mural et des enceintes sons.

En septembre 2019, le service Jeunesse verra la **mise en place d'un portail famille**, cofinancé par la CAF, qui va permettre une meilleure accessibilité des réservations et des paiements pour les familles dans le temps scolaire, périscolaire et vacances scolaires. Ce portail sera aussi mutualisé avec les crèches et le service de la vie scolaire de la Ville de Grasse. Ainsi, chaque famille pourra, de la petite enfance jusqu'à l'entrée au collège, gérer ses dossiers de crèches, de maternelle, d'élémentaires, de périscolaires, de garderie et de centres de loisirs en ligne, directement de chez elle.

2019 sera surtout pour le service Jeunesse et les associations des centres de loisirs le moment du **renouvellement du Contrat Enfance Jeunesse avec la Caisse d'Allocations Familiales**. Il permettra un bilan de nos actions pour le temps périscolaire et lors des vacances des enfants de 0 à 11 ans.

## LA POLITIQUE DE RESTAURATION DU PATRIMOINE HISTORIQUE

Grasse dispose d'un patrimoine architectural et urbain de très grande valeur. La Ville compte en effet sur son territoire 25 édifices comportant au moins une protection au titre des monuments historiques.

Parmi ces monuments d'intérêt patrimonial, 10 sont propriétés de la Ville, dont 3 classés monuments historiques : la Cathédrale Notre-Dame du Puy, le Palais épiscopal (Hôtel de Ville) et la Villa Fragonard.

Du fait de ce patrimoine exceptionnel et de son passé riche, la Ville de Grasse est labellisée « Ville ou Pays d'art et d'histoire » par le ministère de la Culture et de la Communication.

Aussi, en 2017, la Ville a souhaité lancer un ambitieux projet de restauration et de revalorisation de son patrimoine historique. Ainsi, plus de **3 000 K€** ont été à ce jour affectés à la remise en état du patrimoine historique grassois pour la période 2018 à 2020.

En 2018, deux études majeures ont été engagées, afin de redonner une vitalité à ce processus de préservation de ses monuments historiques. L'ancien Palais épiscopal et la Cathédrale Notre-Dame du Puy ont fait tous deux l'objet d'une étude préalable globale, afin d'établir un état des lieux complet de l'état de ces bâtiments et d'envisager un schéma directeur de restauration et de revalorisation pour les cinq à dix prochaines années.

Concernant le Palais épiscopal, les objectifs poursuivis par la Ville à travers l'opération de restauration sont :

- la restauration et revalorisation d'un monument historique unique,
- l'aménagement de nouvelles fonctions valorisantes en lien avec l'édifice : installation du Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP),
- la réouverture de ce monument au public (Grassois et touristes),
- la mise aux normes en vigueur (accessibilité et sécurité-incendie).

En 2019, une première tranche de travaux qui porte sur le hall et la cage de l'escalier du Palais épiscopal se réalisera. De plus, le renforcement structurel de l'arche extérieure sera également mis en oeuvre. Pour la Cathédrale Notre-Dame du Puy, les études et investigations se poursuivront afin d'aboutir au schéma directeur de restauration.

Le Plan de rénovation des chapelles se poursuivra avec la deuxième tranche des travaux de rénovation de la chapelle Saint François et la restauration de la chapelle L'Oiseau bleu.

Enfin, le Plan de restauration des fontaines et des lavoirs continuera en 2019 avec la rénovation de trois fontaines et lavoirs supplémentaires.

## LA POLITIQUE CULTURELLE

Les services culturels de la Ville de Grasse sont tous tournés vers leur premier objectif : **l'Education Artistique et Culturelle** pour les enfants grassois. La politique volontariste de la collectivité pour offrir aux enfants de maternelles et aux élémentaires de nos écoles des ateliers de choix sur de nombreux domaines culturels, a permis la signature d'une convention avec la DRAC, l'Education nationale, la Communauté d'Agglomération et la Ville de Mouans-Sartoux. Ensemble, le territoire grassois monte un projet innovant de développement d'un **territoire 100 % EAC**. Toutes les équipes se mobilisent pour faire reconnaître notre savoir-faire, nos connaissances et nos professionnels de médiation sur le patrimoine, la lecture, le cinéma, les musées, la musique, le théâtre... les enfants peuvent rencontrer des professionnels qualifiés et des créateurs d'aujourd'hui.

Les équipes culturelles participent aux grands événements de la Ville de Grasse comme Exporose, la Jasminade, Noël ou les soirées estivales. Mais chacun a aussi ses spécificités et son champ de compétence à valoriser et à faire vivre.

L'arrivée progressive de **la Médiathèque** en centre historique va permettre un nouveau souffle pour la lecture publique sur le territoire grassois. Avec 8 000 lecteurs actuellement sur les annexes et la Villa Patrimoniale Saint-Hilaire, la future Médiathèque devrait pouvoir attirer plus de 14 000 lecteurs, selon les sources de la Direction des Affaires Culturelles sur des équipements équivalents et dans des communes de même strate. Tous les publics, de la petite enfance aux seniors, devraient arpenter les 3 600 m<sup>2</sup> dédiés à la lecture, aux contes, aux ateliers d'apprentissage, au visionnage de films, aux jeux en réseau, aux consultations de la presse, aux conférences, aux auditions musicales... La future Médiathèque sera innovante et ludique. Elle sera un lieu de vie pour tous, lieu d'échange et de rencontre, lieu de mixité et de bien vivre ensemble.

Par ailleurs, Il est important de pouvoir investir dans les collections qui seront présentées aux publics lors de l'ouverture du lieu, afin de permettre une appropriation immédiate par les usagers des locaux et des services rendus dans les différents espaces.

A cet effet, un volume global de plus de **2 400 K€** est prévu entre 2019 et 2020, pour l'équipement et les aménagements du lieu.

En ce qui concerne **les Musées de la Ville de Grasse, le Musée d'Art et d'Histoire de Provence (MAHP)** continuera la restauration qu'il opère salle après salle. L'année 2019 sera celle de la remise en scénographie des collections archéologiques, en créant une salle d'exposition permanente.

Mais ce sera surtout la date anniversaire du centenaire de l'association de la Société des Musées. Les équipes seront en collaboration avec la Société des Musées pour honorer ce centenaire qui a permis tant de dons et de continuation de la vie de ce Musée.

Le **service Ville d'Art et d'Histoire** coordonne le Label VAH accordé à Grasse par le Ministère de la Culture en 2003. Grasse fait partie des 160 Villes ou Pays qui bénéficient de ce label. L'année 2019 est celui de la **signature officielle de son renouvellement auprès du Ministère de la Culture**. Le positionnement officiel du futur Centre d'Interprétation d'Architecture et du Patrimoine au sein du monument classé de l'ancien Palais épiscopal est une réelle plus-value pour le Ministère et pour la connaissance des Grassois de leur histoire et des monuments qui jalonnent leur ville.

**Les archives communales de Grasse** sont l'une des structures les plus riches de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur après celles d'Aix-en-Provence.

La numérisation des fonds et des délibérations communales va continuer et s'enrichir. Depuis deux ans, le service reçoit de nombreux dons de familles et d'industries grassoises qui remarquent le travail fait au sein des archives, tant de conservation que de valorisation de son patrimoine et de son histoire. Ces dons enrichissent notre histoire et permettent la filiation aux générations futures.

De nouveaux locaux de l'ancien Lycée de Croisset devraient être aménagés dans le futur pour accueillir tous ces nouveaux dons et recueillir toute l'activité de la Commune sur de nombreux mètres linéaires.

**L'Espace Culturel Altitude 500** est un lieu de répétition et d'aide à l'enregistrement destiné aux groupes de musique et une structure ouverte aux échanges et aux rencontres. Il accueille les pratiques amateurs dans différentes disciplines comme la musique, la danse, le théâtre et le spectacle vivant. Ses salles sont toujours louées pour les associations proposant des activités culturelles, ainsi que la salle de spectacle pour maintenir les manifestations culturelles dans ce lieu.

**Le Conservatoire de la Ville de Grasse à rayonnement communal** continue son enseignement de qualité pour plus de 500 élèves. Il contribue aussi grandement au développement culturel de notre territoire. Les auditions des élèves, leurs participations aux grands événements de la Ville, les concerts des écoles chantantes au sein du Théâtre de Grasse, le travail tout au long de l'année en classe à horaire aménagée pour les élèves de l'école Saint-Exupéry, les contes musicaux de ces classes, le concert des professeurs du Conservatoire et les nouvelles rencontres de concert à la Chapelle de la Visitation sont une vraie plus-value pour les amoureux de la musique.

## **LA POLITIQUE SPORTIVE**

La politique sportive pour l'année 2019 poursuivra les mêmes objectifs que depuis le début du mandat, à destination des associations sportives, des scolaires et de chaque Grassois.

Axe majeur de la politique sportive, les subventions allouées aux associations bénéficieront d'un maintien de l'enveloppe globale votée afin d'aider le fonctionnement quotidien des clubs, dans un cadre budgétaire pourtant toujours plus contraint.

La transmission des valeurs véhiculées par le sport, ainsi que l'apprentissage de la pratique sportive par les jeunes Grassois sont également des priorités de la commune, qui met à disposition des écoles l'expertise des éducateurs des activités physiques et sportives et prend en charge le coût des bus permettant le transport sur les infrastructures sportives.

Enfin, la commune soutient les organisateurs de manifestations sportives qui font rayonner Grasse dans le département et au-delà par l'intermédiaire d'épreuves de haut niveau, comme le rallye du pays grassois, le retour de l'Urban DH, les 10 km de Grasse, le tournoi de tennis ATP Future ou encore le duathlon.

De plus, les investissements opérés depuis 2014, notamment la construction de la tribune du stade Perdigon, vont permettre à la Ville de toujours mieux accueillir les grassois et de faire acte de candidature pour être camp de base d'équipes internationales dans le cadre de la coupe du monde de football féminine en juin 2019 et la coupe du monde de rugby masculin en 2023. Il est à signaler que cette infrastructure rénovée a permis d'organiser récemment un rassemblement de 1 300 personnes pour la finale de la coupe du monde de football en juillet 2018.

Concernant le stade de la Paoute, la Ville a organisé les « Collégiades de la Ville de Grasse », course à pied au cours de laquelle près de 800 élèves de 6<sup>ème</sup> des 5 collèges de Grasse se sont rencontrés dans une compétition prônant le respect des valeurs sportives et le dépassement de soi.

## **LA POLITIQUE ASSOCIATIVE**

La Ville de Grasse maintient le montant des subventions aux associations. Après une baisse de 9 %, la Ville tient ses engagements et continue l'accompagnement auprès des associations culturelles, sportives, sociales, d'anciens combattants, touristiques, éducatives... La Maison des Associations les accueille pour leur siège social, pour leurs réunions, ateliers, assemblées générales.

## H) LES BUDGETS ANNEXES

### BUDGET EAU POTABLE

#### LE COMPTE ADMINISTRATIF 2018 SIMPLIFIE

RECETTES EN K€		DEPENSES EN K€	
EXPLOITATION			
SURTAXE	2 340	PERSONNEL	54
EPARGNE REPORTEE	725	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 907
PRODUIT EXCEPTIONNEL	46	FRAIS DIVERS	2
TOTAL	3 111	TOTAL	1 963
INVESTISSEMENT			
TVA RECUPERABLE	114	DEPENSES D'EQUIPEMENT	709
REGULARISATIONS	70	REMBOURSEMENT CAPITAL DE DETTE	32
SUBVENTIONS	38	REGULARISATIONS	40
AFFECTATION	205		
RESULTAT REPORTE	113		
TOTAL	540	TOTAL	781
TOTAL GENERAL	3 651	TOTAL GENERAL	2 744

#### Section exploitation recettes

##### Surtaxe

Le montant de la surtaxe correspond au produit estimé sur la base du nouveau tarif délibéré en décembre 2017 (**délibération n° 2017-262**) et en fonction des consommations effectives d'eau qui viennent de nous parvenir (4,4 millions de m<sup>3</sup>).

#### Section exploitation dépenses

##### Les charges de personnel

Elles correspondent au personnel mis à disposition du budget annexe dont les charges sont imputées sur le budget principal, soit environ 1,5 équivalent temps plein.

##### Les charges à caractère général

Elles sont principalement constituées par les achats d'eau au Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon, sur la base d'un tarif de 0,30 €/m<sup>3</sup> en 2018 et une consommation de 4,4 millions de m<sup>3</sup>.

Les autres charges sont notamment liées au plan pluriannuel de curage des réseaux.

### **Section investissement dépenses**

Les dépenses d'équipement, soit environ 700 K€, ont principalement concerné les travaux de renouvellement du réseau boulevard Estramousse, avenue de la Libération et rue Mirabeau, d'extension au niveau du chemin Ossola et de renforcement sur l'avenue Auguste Renoir.

**Le résultat global de clôture (réalisations année n + reports exercice n-1+ Restes à réaliser) s'établit à environ 900 K€.**

### **LE CADRE BUDGETAIRE 2019 SIMPLIFIE**

**Pour mémoire, la compétence est transférée à la Communauté d'Agglomération en 2020.**

RECETTES		DEPENSES	
EXPLOITATION			
SURTAXE	2 650	PERSONNEL	60
EPARGNE REPORTEE	720	CHARGES A CARACTERE GENERAL	2 315
PRODUITS EXCEPTIONNELS	20	FRAIS FINANCIERS ET EXCEPTIONNELS	13
TOTAL	3 390	TOTAL	2 388
INVESTISSEMENT			
TVA RECUPERABLE	380	DEPENSES D'EQUIPEMENT	2 300
EMPRUNT	850	REMBOURSEMENT CAPITAL DE DETTE	40
RESULTAT REPORTE	108		
TOTAL	1 338	TOTAL	2 340
TOTAL GENERAL	4 728	TOTAL GENERAL	4 728

### **Principaux ratios annuels**

Epargne brute en K€ / an	282
Epargne annuelle disponible investissement en K€	962
Ratio désendettement au 31/12/2019	3.16 ans

## **Principaux éléments chiffrés**

### **Section exploitation recettes**

#### **Surtaxe**

Le tarif de la surtaxe est maintenu constant, il correspond au produit perçu proratisé avec le volume des consommations.

### **Section exploitation dépenses**

#### **Les charges de personnel**

Elles correspondent au personnel mis à disposition du budget annexe dont les charges sont imputées sur le budget principal, soit environ 1,5 équivalent temps plein et une charge annuelle de 60 K€/an.

#### **Les charges à caractère général**

Elles sont principalement constituées par les achats d'eau au Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon, sur la base d'un tarif de 0,35 €/m<sup>3</sup> HT en 2019 et 2020, le volume estimé étant de 5 000 000 m<sup>3</sup>/an, qui représente un coût annuel de près de 2 215 K€/an TTC.

Les autres charges sont notamment liées au plan pluriannuel de curage des réseaux, soit environ 100 K€/an.

#### **Les frais financiers**

Le montant de l'encours au 31 décembre 2018 sur ce budget est de 83 K€, les frais financiers correspondent à l'encours et l'éventuelle mobilisation d'un emprunt de 850 K€ en 2019.

### **Section investissement recettes**

Emprunt susceptible d'être mobilisé pour financer les travaux, soit 850 K€.

### **Section investissement dépenses**

Le remboursement en capital de la dette correspond à l'encours, l'amortissement de la mobilisation d'un emprunt sur 2019 débutant en 2020.

## **LA POLITIQUE D'EAU POTABLE**

La Ville de Grasse intervient tout au long du cycle de l'eau pour garantir quotidiennement la production et la distribution de l'eau potable en quantité et qualité suffisante pour tous ses habitants.

Elle veille aussi à la préservation des ressources et gère l'ensemble du réseau de collecte et de traitement des eaux usées avant le retour dans le milieu naturel.

La Ville de Grasse s'implique largement et volontairement dans toutes les étapes de la production et de la distribution de l'eau pour répondre au mieux aux attentes des Grassois.

Elle investit pour sécuriser la ressource en eau, maîtriser la production d'eau et gérer l'important patrimoine de distribution.

De nombreux contrôles sont ainsi effectués tout au long du processus de traitement par différents acteurs (Agence Régionale de Santé, producteurs d'eau, distributeurs et DDTM).

Pour assurer le service de l'eau, la Ville de Grasse a adopté en 2012 une délégation de service public (DSP) qui a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2013 pour une durée de 20ans. Elle est confiée à la société SUEZ - Lyonnaise des Eaux. Pour autant, la Ville garde un accès aux données de gestion afin de suivre et garantir la qualité et la transparence de ce service public. Ainsi en 2017, la Ville de Grasse a passé un avenant afin de renégocier et optimiser les termes du contrat de la délégation. Une économie financière substantielle et sans dégradation du service de l'eau potable a ainsi été mise en œuvre au cours de l'année 2018.

L'année 2017 aura été principalement marquée par la création du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon qui assure à présent l'entretien et l'exploitation du Canal du Foulon. En quelques chiffres, ce Syndicat gère les 2 sources de captage appartenant à la Ville de Grasse : Foulon et Fontaniers ; il assure l'entretien de 49 km de réseaux d'adduction et de 9 réservoirs et vend plus de 10 M m<sup>3</sup> d'eau à ses 9 communes membres.

En 2018, le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon s'est doté d'un véritable plan d'actions (Schéma directeur), afin de pérenniser ses sources et ses ouvrages, de réduire considérablement les pertes d'eau tout en garantissant une eau de qualité irréprochable et ce, à une tarification la plus optimisée possible. Parallèlement, des premiers travaux de renouvellement du canal seront réalisés notamment dans les tunnels 32 et 33.

En 2019, le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon renouvellera plus de 1 000 ml de réseau avec notamment le remplacement de la canalisation dans le tunnel 29 et la réfection du canal entre les tunnels 8 et 16.

Pour la Ville de Grasse, **2 300 K€** seront consacrés en 2019 à la mise en œuvre du Programme pluriannuel de renouvellement et d'extension des réseaux de distribution de l'eau potable.

Les principales opérations de ce programme seront les suivantes : renouvellement des réseaux d'eau potable du boulevard du Maréchal Leclerc, remplacement du réseau sur 465 ml du boulevard Crouët, réfection du réseau de la rue du Palais de Justice, renouvellement du réseau d'adduction sur 300 ml rue Saint Joseph, extension du réseau AEP sur 400 ml au niveau de la traverse de la Paoute et renforcement du réseau sur 400 ml rue de la Marigarde.

Parallèlement, deux études stratégiques seront engagées en 2019.

La première porte sur la sécurisation de l'alimentation en eau de la Maison d'arrêt afin de mailler différemment les réseaux de distribution et d'envisager la création d'un nouveau lieu de stockage de l'eau.

La seconde étude stratégique aura quant à elle vocation à améliorer la qualité de l'eau prélevée au niveau de la source de la Foux d'une part et d'optimiser les quantités prélevées d'autre part. Lors d'épisodes pluvieux intenses, l'eau de la Foux est concernée par des problèmes de turbidité ayant pour conséquence d'interdire son prélèvement. Il est en conséquence nécessaire d'envisager un traitement à la source afin de sécuriser la qualité de l'eau.

Enfin en 2019, un véritable Plan de Défense Extérieure Contre l'Incendie sera établi pour la Ville de Grasse. L'objectif est d'améliorer la qualité du réseau d'eau de défense contre l'incendie et de garantir à terme une couverture générale et la plus uniforme possible (120m<sup>3</sup> d'eau utilisables à moins de 200 mètres du risque à défendre). Pour mémoire, la réglementation de 2015 relative à la DECI a réaffirmé le rôle et la responsabilité du Maire sous la forme d'un pouvoir de police spécial.



**BUDGET ASSAINISSEMENT COLLECTIF****LE COMPTE ADMINISTRATIF 2018 SIMPLIFIE**

RECETTES EN K€		DEPENSES EN K€	
EXPLOITATION			
SURTAXE	1 052	PERSONNEL	176
PARTICIPATION RACCORDEMENT	228	CHARGES A CARACTERE GENERAL	127
EPARGNE REPORTEE	511	FRAIS FINANCIERS	51
TOTAL	1 791	TOTAL	354
INVESTISSEMENT			
TVA RECUPERABLE	116	DEPENSES D'EQUIPEMENT	715
REGULARISATIONS	62	REMBOURSEMENT CAPITAL DE DETTE	228
AFFECTATION	361	REGULARISATIONS	36
		DEFICIT	145
TOTAL	539	TOTAL	1 124
TOTAL GENERAL	2 330	TOTAL GENERAL	1 478

**Section exploitation recettes**Surtaxe

Le montant de la surtaxe est maintenu constant sur la période.

**Section exploitation dépenses**Les charges de personnel

Elles correspondent au personnel mis à disposition du budget annexe dont les charges sont imputées sur le budget principal, soit environ 4,5 équivalent temps plein.

Les charges à caractère général

Elles sont principalement constituées par le plan pluriannuel de curage des réseaux.

**Section investissement dépenses**

Les dépenses d'équipement, soit environ 700 K€, ont principalement concerné les travaux de renouvellement du réseau avenue Général de Gaulle, d'extension au niveau de l'avenue Georges Pompidou et du chemin du Bois Fleuri et de renforcement sur l'avenue Auguste Renoir.

**Le résultat global de clôture (réalisations année n + reports exercice n-1) s'établit à environ 850 K€.**

## LE CADRE BUDGETAIRE 2019 SIMPLIFIE

Pour mémoire, la compétence est transférée à la Communauté d'Agglomération en 2020.

RECETTES		DEPENSES	
EXPLOITATION			
SURTAXE	1 150	PERSONNEL	180
P F A C	200	CHARGES CARACTERE GENERAL	150
EPARGNE REPORTE	805	FRAIS FINANCIERS ET EXCEPTIONNELS	97
TOTAL	2 155	TOTAL	427
INVESTISSEMENT			
TVA RECUPERABLE	380	DEPENSES D'EQUIPEMENT	2 300
EMPRUNT	375	REMBOURSEMENT CAPITAL DE DETTE	230
RESULTAT REPORTE	47		
TOTAL	802	TOTAL	2 530
TOTAL GENERAL	2 957	TOTAL GENERAL	2 957

### Principaux ratios annuels

Epargne brute en K€ / an	923
Epargne annuelle disponible investissement en K€	1 498
Ratio désendettement au 31/12/2020	1,80 an

## **Principaux éléments chiffrés**

### **Section exploitation recettes**

#### **Surtaxe**

Le tarif de la surtaxe est maintenu constant, il correspond au produit perçu proratisé avec le volume des consommations.

#### **Participation au financement assainissement collectif**

Cette hypothèse de 200 K€ correspond au produit perçu sur l'exercice précédent.

### **Section exploitation dépenses**

#### **Les charges de personnel**

Elles correspondent au personnel mis à disposition du budget annexe dont les charges sont imputées sur le budget principal, soit environ 4,5 équivalents temps plein, représentant une charge annuelle de 177,5 K€.

#### **Les charges à caractère général**

Elles sont principalement constituées par le plan pluriannuel de curage des réseaux.

#### **Les frais financiers**

Le montant de l'encours au 31 décembre 2018 sur ce budget est de 1 513 K€, les frais financiers, soit 97 K€, correspondent à l'encours et à la mobilisation d'un emprunt de 375 K€ sur la période.

### **Section investissement recettes**

Emprunt susceptible d'être mobilisé pour financer les travaux, soit 375 K€.

### **Section investissement dépenses**

Le remboursement en capital correspond à l'encours, l'amortissement de la mobilisation d'un emprunt sur 2019 débutant en 2020.

## LA POLITIQUE D'ASSAINISSEMENT

L'assainissement est un élément indispensable à la reconquête de la qualité des milieux naturels. C'est pourquoi l'usage de l'eau doit être envisagé dans le cadre d'une gestion globale et équilibrée, tenant compte de la préservation des milieux aquatiques, des ressources souterraines en eau. La lutte contre les inondations en milieu urbain joue également un rôle important.

Pour cela, la Ville de Grasse modernise son réseau de collecte et construit de nombreux ouvrages de gestion des eaux. De plus, la rénovation de ses stations d'épuration complète un important réseau de stations aux normes européennes.

Une surveillance constante des rejets d'eaux est par ailleurs effectuée en temps réel sur l'ensemble des stations de traitement des eaux usées.

Pour assurer le service de l'assainissement, la Ville de Grasse a adopté en 2007 une délégation de service public (DSP) qui a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2008 pour une durée de 20 ans. Elle est confiée à la société SUEZ - Lyonnaise des Eaux. De même que pour la DSP Eau, les services techniques de la Ville gardent un accès permanent aux données de gestion, afin de suivre et garantir la qualité et la transparence de ce service public. Ainsi en 2017, la Ville de Grasse a passé un avenant afin de renégocier et d'optimiser les termes du contrat de la délégation. Une économie financière substantielle et sans dégradation du service de l'assainissement a ainsi été mise en œuvre au cours de l'année 2018.

En 2017, la Ville s'est engagée dans une étude globale et structurante qui a pour finalité d'aboutir à un Schéma directeur d'assainissement. Les objectifs poursuivis par la Ville sont :

- Analyser le fonctionnement du réseau d'assainissement et établir un bilan sur le fonctionnement des stations d'épuration et le traitement des boues,
- Elaborer un programme de travaux pour entretenir, maintenir aux normes et moderniser le système d'assainissement,
- Mettre à jour le zonage des eaux usées.

Cette étude aboutira en 2019 à la validation du Schéma directeur et permettra d'engager pour les vingt prochaines années un plan global et cohérent de travaux, qui garantira à la Ville de traiter plus justement et selon de bonnes priorités l'ensemble des problématiques d'assainissement présentes sur le territoire communal.

Dans cette attente, la Ville poursuivra néanmoins en 2019 la mise en œuvre de son programme actuel d'amélioration de son système d'assainissement, visant notamment à réduire les inondations en milieu urbain.

Ainsi, environ **2 300 K€** seront consacrés en investissement au renouvellement et à l'extension de ses réseaux. Les principales opérations seront le renouvellement des réseaux d'eau usée du boulevard du Maréchal Leclerc, réfection du réseau de la rue du Palais de Justice, renouvellement urgent du réseau d'assainissement boulevard Kennedy, extension du réseau chemin du Bois fleuri, extension du réseau pour le raccordement d'enclaves chemin de la Madeleine.

## **BUDGET ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

### **LE COMPTE ADMINISTRATIF 2018 SIMPLIFIE**

RECETTES EN K€		DEPENSES EN K€	
EXPLOITATION			
SURTAXE	15	PERSONNEL	68
EPARGNE REPORTEE	44	CHARGES A CARACTERE GENERAL	5
PRODUITS REMBOURSEMENT PARTICULIERS	52		
SUBVENTION AGENCE DE L'EAU	18		
TOTAL	129	TOTAL	73
INVESTISSEMENT			
AFFECTATION RESERVES	2	DEFICIT INVESTISSEMENT	2
TOTAL	2	TOTAL	2
TOTAL GENERAL	131	TOTAL GENERAL	75

#### **En dépenses de fonctionnement**

Charges à caractère général : 5 K€ (liées aux études effectuées par un hydrogéologue pour le compte de la Ville) ; ces études sont refacturées aux particuliers à des tarifs conventionnés.

Charges de personnel : 68 K€ (correspondent à un effectif de mise à disposition de 2 équivalents temps plein, soit 2 cadres C).

#### **Ces dépenses sont financées par les recettes suivantes :**

- Les prestations facturées aux particuliers dans le cadre des contrôles effectués par la Ville pour 52 K€ ;
- Le produit de la surtaxe assainissement pour les matières de vidange soit 15 K€ ;
- La subvention de l'Agence de l'Eau versée à la Ville pour l'aide à la réhabilitation soit 18 K€.

**Le résultat global de clôture s'établit à environ 55 K€.**

## **LE CADRE BUDGETAIRE 2019 SIMPLIFIE**

**Pour mémoire, la compétence est transférée à la Communauté d'Agglomération en 2020.**

RECETTES		DEPENSES	
EXPLOITATION			
FACTURES AUX PARTICULIERS	55	PERSONNEL	70
SURTAXE MATIERE VIDANGE	15	CHARGES A CARACTERE GENERAL	77
AIDES AGENCE EAU	15		
RESULTAT REPORTE	62		
TOTAL	147	TOTAL	147

### **Principaux éléments chiffrés**

#### **En dépenses**

Charges à caractère général : 77 K€ (liées aux études effectuées par un hydrogéologue pour le compte de la Ville) ; ces études sont refacturées aux particuliers à des tarifs conventionnés.

Charges de personnel : 70 K€ (correspondent à un effectif de mise à disposition de 2 équivalents temps plein, soit 2 cadres C).

#### **Ces dépenses sont financées par les recettes suivantes :**

- Les prestations facturées aux particuliers dans le cadre des contrôles effectués par la Ville, pour 55 K€ ;
- Le produit de la surtaxe assainissement pour les matières de vidange, soit 15 K€ ;
- La subvention de l'Agence de l'Eau versée à la Ville pour l'aide à la réhabilitation, soit 15 K€.

### **LA POLITIQUE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

Les missions du SPANC consistent à contrôler l'état, le fonctionnement et l'entretien des installations d'assainissement non collectif, c'est-à-dire des installations non raccordées au réseau public d'eaux usées.

C'est un service à caractère industriel et commercial, créé obligatoirement par les collectivités compétentes avant le 1<sup>er</sup> janvier 2006, pour répondre à la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

La loi imposant que les contrôles soient réalisés avec une périodicité décidée par la collectivité mais ne pouvant excéder 10 ans, le règlement de la régie prévoit une visite des installations tous les 4 ans.

Le nombre total d'installations à Grasse est de 4 260, représentant 21 % de la population. 650 contrôles ont été réalisés en 2018, équivalent à un niveau de recettes supérieur à 50 K€

## BUDGET SERVICE EXTERIEUR POMPES FUNEBRES

### LE COMPTE ADMINISTRATIF 2018

RECETTES EN K€		DEPENSES EN K€	
EXPLOITATION			
EPARGNE REPORTEE	92		
VENTES CASES ET ENFEUS	23		
TOTAL	115	TOTAL	

### LE CADRE PLURIANNUEL 2019 – 2020

RECETTES		DEPENSES	
EXPLOITATION			
RESULTAT REPORTE	115	CASES ET ENFEUS	160
VENTES CASES ET ENFEUS	45		
TOTAL	160	TOTAL	160

#### Section exploitation recettes

##### Résultat reporté

Ce résultat correspond aux ventes des années précédentes.

#### Section exploitation dépenses

Cases et enfeus.

## **BUDGET REGIE EXPLOITATION CINEMA**

### **LE COMPTE ADMINISTRATIF 2018 SIMPLIFIE**

RECETTES EN K€		DEPENSES EN K€	
EXPLOITATION			
SUBVENTION COMMUNALE	140	PERSONNEL	103
PRODUITS ENTREES CINEMA	79	CHARGES A CARACTERE GENERAL	60
SUBVENTION CNC	13	RESULTAT D'EXPLOITATION	63
TOTAL	232	TOTAL	226
INVESTISSEMENT			
RESULTAT REPORTE	33	DEPENSES D'EQUIPEMENT	2
SUBVENTION CNC	3		
TOTAL	36	TOTAL	2
TOTAL GENERAL	268	TOTAL GENERAL	228

### **Section exploitation recettes**

#### Subvention d'équilibre

Elle correspond à une subvention annuelle d'équilibre d'environ 70K€. Le montant de 140 K€ correspond aux échéances de 2017 et 2018.

#### Droits d'entrées

La fréquentation du cinéma Studio de Grasse est liée à son activité de cinéma de proximité dans un quartier prioritaire et ayant une vocation d'offre culturelle et d'éducation à l'image.

Le public est principalement composé d'enfants des écoles, collèges, lycées, centres aérés, ainsi que des membres d'associations grassoises thématiques et de retraités.

La Ville de Grasse, par sa délibération du Conseil municipal du 12 décembre 2017, a adopté des tarifs de 2.50 € et 3 € pour les scolaires, 4 € pour les retraités et enfin 5.50 € pour les associations.

Les droits d'entrée sont peu élevés car cela correspond à une demande des élus et du Conseil d'exploitation de répondre à une demande locale de service public culturel.



### **Section exploitation dépenses**

#### **Les charges de personnel**

Elles correspondent au personnel mis à disposition du budget annexe dont les charges sont imputées sur le budget principal, soit environ 2,5 équivalent temps plein et une charge annuelle de 103 K€/an.

#### **Les charges à caractère général**

Elles sont principalement constituées par les locations de films et les taxes liées à leur diffusion.

### **Section investissement recettes**

Résultat reporté correspondant aux différentes subventions d'équipement obtenues.

### **Section investissement dépenses**

Dépenses d'équipement, montant alloué pour le renouvellement du matériel.

**Le résultat global de clôture (réalisations année N + reports N-1) s'établit à environ 40 K€.**

### **LE CADRE BUDGETAIRE PLURIANNUEL 2019 – 2020 SIMPLIFIE**

RECETTES		DEPENSES	
EXPLOITATION			
SUBVENTION COMMUNALE	186	PERSONNEL	206
DROITS D'ENTREE	182	CHARGES A CARACTERE GENERAL	180
SUBVENTION CNC	18		
TOTAL	386	TOTAL	386
INVESTISSEMENT			
RESULTAT REPORTE	38	DEPENSES D'EQUIPEMENT	38
TOTAL	38	TOTAL	38
TOTAL GENERAL	424	TOTAL GENERAL	424

## **Section exploitation recettes**

### **Subvention d'équilibre**

Elle correspond à une subvention annuelle d'équilibre d'environ 93 K€.

### **Droits d'entrées**

Le Cinéma Studio a dû de nouveau supporter la compétition avec de nouvelles salles de projection dans sa zone de rayonnement : Saint-Vallier-de-Thiey, Roquefort-les-Pins, Mouans-Sartoux, Polygone, La Bocca... Ces salles n'ont pas le même public, ni la même vocation de service public culturel, d'éducation à l'image, mais elles bloquent l'ouverture du Cinéma Le Studio à un nouveau public, comme celui notamment des sorties nationales.

Le Cinéma Le Studio a une baisse sensible de fréquentation mais reste stable avec son public associatif, jeune, retraités, de proximité.

## **Section exploitation dépenses**

### **Les charges de personnel**

Elles correspondent au personnel mis à disposition du budget annexe dont les charges sont imputées sur le budget principal, soit environ 2,5 équivalent temps plein et une charge annuelle de 103 K€/an.

### **Les charges à caractère général**

Elles sont principalement constituées par les locations de films et les taxes liées à leur diffusion.

## **Section investissement recettes**

Résultat reporté correspondant aux différentes subventions d'équipement obtenues.

## **Section investissement dépenses**

Dépenses d'équipement, montant alloué pour le renouvellement du matériel.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources, la commission équipement et aménagement du cadre de vie, la commission vivre ensemble et la commission qualité de vie ayant été saisies de ce dossier dans leur séance du 6 février 2019,

Après la présentation du rapport d'orientation budgétaire, le Maire a ouvert le débat. Les Conseillers Municipaux ont pu alors apporter leur contribution. Le Conseil Municipal prend acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire.